

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

STELLANTIS FINANCIAL SERVICES EUROPE

Société anonyme au capital de 199 619 936 euros  
Siège social : 43 Rue Jean-Pierre Timbaud, 78300 POISSY  
325 952 224 RCS Versailles.

Comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2024 ont été approuvés par l’Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire du 7 mai 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Stellantis Financial Services Europe relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion d’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées

Risque identifié	Notre réponse
Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées, figurant au bilan de la société Stellantis Financial Services Europe au 31 décembre 2024 pour un montant net de 2 063 M€, représentent un poste significatif du bilan.	Nos travaux ont consisté à mettre en œuvre les procédures présentées ci-après.
Comme indiqué dans les notes 1-B et 5 de l’annexe aux comptes annuels, ils sont comptabilisés à leur prix d’acquisition hors frais accessoires, et dépréciés sur la base de leur valeur d’utilité.	<b>Pour la détermination de la valeur d’utilité reposant sur des éléments historiques :</b>
La détermination de cette valeur d’utilité requiert l’exercice de jugements par la direction, notamment dans son choix des éléments à considérer selon les titres concernés. Ces éléments	► analyser la concordance entre les actifs nets retenus dans le calcul de la valeur d’utilité et les comptes des entités ayant fait l’objet d’un audit ;  ► étudier la documentation des ajustements et des retraitements opérés sur les actifs nets retenus.

<p>peuvent correspondre à des éléments historiques comme la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes du groupe lorsqu'il s'agit de sociétés mères des sous-groupes. Ils peuvent également correspondre à une analyse multicritère tenant compte notamment de l'actif net social et des éléments prévisionnels comme les perspectives de rentabilité, issues généralement des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats.</p> <p>La conjoncture et l'environnement économiques auxquels sont confrontées les participations et les entreprises liées peuvent avoir un impact sur l'évolution de leurs résultats et la marche des affaires.</p> <p>Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à l'établissement de prévisions, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées comme un point clé de l'audit.</p>	<p><b>Pour la détermination de la valeur d'utilité reposant sur des éléments prévisionnels :</b></p> <p>► apprécier la cohérence des perspectives de rentabilité utilisées avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques approuvés par la gouvernance des entités concernées, en prenant en compte le contexte macro-économique, géopolitique et logistique particulier de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;</p> <p>► analyser les perspectives de rentabilité utilisées par le passé en les comparant aux données financières correspondantes réalisées. Nous avons également vérifié l'exactitude arithmétique du calcul de la valeur d'utilité des titres évalués.</p>
---	---

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Stellantis Financial Services Europe par votre assemblée générale du 12 avril 2005 pour le cabinet Forvis Mazars et du 10 avril 2024 pour le cabinet Deloitte & associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & associés Audit dans la première année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 18 avril 2025  
Les Commissaires aux comptes  
Forvis Mazars  
Alexandra Kritchmar  
Associée

Deloitte & Associés  
Majorie Blanc Lourme  
Associée

## Commentaires sur les comptes et le bilan 2024 de la société Stellantis Financial Services Europe

Les états financiers de Stellantis Financial Services Europe arrêtés au 31 décembre 2024 traduisent les évolutions de la banque dans les deux domaines d'activités qui sont les siens :

- en tant que société holding de filiales implantées en France et à l'étranger ;
- en tant que facilitateur de paiement avec l'activité de E-payment en soutien aux opérations commerciales du Groupe Stellantis en Europe.

Stellantis Financial Services Europe est par ailleurs la holding d'un sous-groupe de sociétés d'assurance constitué notamment de sociétés d'assurance, vie et non vie, sous le contrôle du Malta Financial Services Authority (MFSA).

### Faits marquants de la période

L'année 2024 s'inscrit dans la continuité de 2023, avec d'une part le développement de l'activité au sein de la nouvelle organisation mise en place en Europe depuis avril 2023, et d'autre part la croissance en Amérique du Sud, en particulier au Brésil suite à l'augmentation de la participation de 50 % à 100 % dans l'entité Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. ("Stellantis Financiamentos") fin août 2023.

En Europe, le regroupement des activités de financement sur une entité unique par pays a permis de rationaliser les systèmes informatiques et de simplifier les processus, tandis que l'offre produit a pu être étendue à l'ensemble des marques Stellantis. La dégradation de l'environnement économique a cependant contribué à la hausse du coût du risque et du coût de refinancement, compensée que partiellement par les économies réalisées sur les charges d'exploitation.

En Amérique du Sud, Stellantis Financial Services Europe a bénéficié d'une année totale d'activité en pleine expansion au Brésil (contre quatre mois seulement en 2023 en intégration globale vs. mise en équivalence auparavant), ainsi que d'une augmentation des volumes et de la stabilisation de la situation économique en Argentine. Une première titrisation non déconsolidante a été réalisée au Brésil en novembre, pour un montant total de 101 millions d'euros, avec maintien des actifs grevés au bilan en contrepartie d'un emprunt inscrit au passif, et un investissement dans la tranche junior émise par le fonds de titrisation externe pour 18 millions d'euros. Pour la première fois, en vision consolidée, la contribution de l'Amérique du Sud au Résultat d'exploitation de Stellantis Financial Services Europe est supérieure à celle de l'Europe.

Par ailleurs, dans le cadre de la réorganisation des activités de financement de Stellantis en Argentine, Stellantis Financial Services Europe a conclu, en décembre 2024, un accord avec Fidis S.p.A. en vue de l'acquisition de 50 % des titres de la société de droit argentin FCA Compañía Financiera S.A.

Enfin en Chine, également en décembre 2024, PSA Finance Nederland B.V., filiale de Stellantis Financial Services Europe, a conclu un accord avec Fidis S.p.A afin de lui céder Stellantis Leasing Services Co.,Ltd détenue à 100 %. Au regard de la norme IFRS 5, Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les actifs et passifs de Stellantis Leasing Services Co.,Ltd sont reclassés en actifs destinés à être cédés dans les états financiers consolidés de Stellantis Financial Services Europe au 31 décembre 2024.

La réalisation de ces deux transactions devrait intervenir au premier semestre 2025, après l'obtention des autorisations requises de la part des autorités de la concurrence et des régulateurs compétents respectivement en Argentine et en Chine.

### Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice 2024 est ressorti à 219 millions d'euros contre 368 millions d'euros en 2023, en baisse de 149 millions d'euros. La variation résulte principalement des éléments suivants :

- Le Produit Net Bancaire enregistre une diminution de 48 millions d'euros, essentiellement imputable à une baisse de 73 millions d'euros des dividendes perçus durant l'exercice, combinée à une hausse de 23 millions d'euros des produits d'intérêts afférents aux dépôts effectués à la Banque Centrale ainsi qu'aux prêts subordonnés.
- Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 2 millions (baisse de 22 millions d'euros par rapport à 2023).
- Les dotations aux amortissements sont stables.
- Les gains sur actifs immobilisés sont en forte baisse de 75 millions d'euros, expliquée par le montant exceptionnel enregistré en 2023 lors de la vente de PSA Bank Deutschland à Stellantis Bank, ainsi que par les dotations pour dépréciation sur les titres de participation de l'exercice.

### Bilan

Le total du bilan ressort à 3 713 millions d'euros à fin 2024 contre 3 398 millions d'euros à fin 2023. Les éléments notables sont les suivants.

## A l'actif

- La réserve de liquidités de Stellantis Financial Services Europe s'élève à 903 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 644 millions en décembre 2023, variation principalement liée aux dividendes reçus des entités mises en équivalence.
- Les parts dans les entreprises liées et coentreprises s'élèvent à 2 063 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 2 046 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Cette hausse de 17 millions s'explique principalement par des augmentations de capital de Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito Financiamento e Investimento S.A pour 122 millions d'euros et d'une réduction de capital de Stellantis Financial Services Espana S.A. de 92,5 millions d'euros ainsi qu'une dotation de provisions sur les titres de participation de 13 millions d'euros.

## Au passif

- Les comptes ordinaires bancaires sont en hausse de 67 millions d'euros, principalement due à un placement de 63 millions d'euros réalisé sur le compte ordinaire des Pays-Bas.
- Les capitaux propres sont en hausse de 219 millions d'euros correspondant au résultat de l'exercice 2024.

## Hors-bilan

La variation des postes de hors bilan est liée à la variation des engagements de garantie donnés en faveur d'entreprises liées au titre des lignes bancaires bilatérales (fin de la garantie de 75 millions d'euros accordée à Crédipar).

### Bilan au 31 décembre 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Actif</b>			
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>		<b>1 481 103</b>	<b>1 212 682</b>
- Caisse, banques centrales, CCP	2	894 336	632 008
- Créances sur les établissements de crédit	3	586 767	580 674
<b>Opérations avec la clientèle</b>	4	<b>1</b>	<b>246</b>
<b>Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme</b>	5	<b>2 062 642</b>	<b>2 045 599</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	6	<b>116 912</b>	<b>101 243</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	6	<b>634</b>	<b>746</b>
<b>Autres actifs</b>	7	<b>41 626</b>	<b>28 575</b>
<b>Comptes de régularisation</b>	8	<b>10 019</b>	<b>8 594</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>3 712 937</b>	<b>3 397 685</b>
<b>Passif</b>			
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>		<b>69 687</b>	<b>2 351</b>
- Dettes envers les établissements de crédit	9	69 687	2 351
<b>Opérations avec la clientèle</b>	10	<b>31 299</b>	<b>6 910</b>
<b>Autres passifs</b>	11	<b>60 278</b>	<b>60 629</b>
<b>Comptes de régularisation</b>	12	<b>16 009</b>	<b>12 601</b>
<b>Provisions</b>	13	<b>1 400</b>	<b>-</b>
<b>Capitaux propres</b>	14	<b>3 534 264</b>	<b>3 315 194</b>
- Capital souscrit		199 620	199 620
- Primes d'émission		642 815	642 815
- Réserves		319 962	319 962
- Report à nouveau		2 152 798	1 784 957
- Résultat de l'exercice		219 069	367 841
<b>Total du passif</b>		<b>3 712 937</b>	<b>3 397 685</b>

Les totaux du bilan actif et passif ventilés en Euros/Devises est détaillé dans la Note 15.

**Hors-bilan au 31 décembre 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>500 239</b>	<b>577 075</b>
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	500 000	575 300
- En faveur d'établissements de crédit, hors groupe	-	-
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	239	1 775
- En faveur de la clientèle, hors groupe	-	-
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>60 000</b>	<b>90 000</b>
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	60 000	90 000
<b>Engagements de garantie</b>	<b>-</b>	<b>115</b>
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	-	115

**Compte de résultat au 31 décembre 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Intérêts et produits assimilés</b>		<b>65 734</b>	<b>42 989</b>
- Sur opérations avec les établissements de crédit	16	35 329	20 292
- Sur opérations avec la clientèle	17	30 405	22 697
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	18	-	-
<b>Intérêts et charges assimilés</b>		<b>(2 186)</b>	<b>(849)</b>
- Sur opérations avec les établissements de crédit	16	(1 629)	(726)
- Sur opérations avec la clientèle	17	(528)	(95)
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	18	(29)	(28)
Revenus des titres à revenu variable	19	193 165	266 454
Commissions (Produits)	20	4 971	1 110
Commissions (Charges)	20	(975)	(992)
Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilé			-
Autres produits d'exploitation bancaire	21	6 567	7 292
Autres charges d'exploitation bancaire	21	-	(706)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>267 276</b>	<b>315 298</b>
Charges générales d'exploitation	22	1 808	23 756
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6	(18 276)	(15 104)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>250 808</b>	<b>323 950</b>
Coût du risque		-	-
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>250 808</b>	<b>323 950</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	23	(16 393)	58 355
Résultat exceptionnel	24	(925)	(99)
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>233 490</b>	<b>382 206</b>
Impôt sur les bénéfices	25	(14 421)	(14 365)
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>219 069</b>	<b>367 841</b>
<i>Résultat par action (en euros)</i>		<i>17,56</i>	<i>29,48</i>

**Notes annexes aux états financiers pour les exercices clos en 2024 et 2023****Note 1 Principes comptables**

Les états financiers du 31 décembre 2024 de la société Stellantis Financial Services Europe sont établis et présentés conformément aux principes applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et amendé par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice. Les changements éventuels dans la présentation sont mentionnés dans chacune des notes annexes concernées.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à G ci-dessous.

## **A. Immobilisations**

### **Immobilisations incorporelles**

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la partie relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement sont immédiatement portés en charges.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties linéairement sur les durées de vie suivantes :

- Constructions 20 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles 4 à 10 ans

## **B. Titres**

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

### **Titres d'investissement**

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est comptabilisée.

### **Titres de placement**

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Lorsque le prix de marché à la date de clôture est inférieur à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

### **Titres de transaction**

Il n'y a pas d'activité sur titres de transaction, autrement dit, sur titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide avec intention de revente à brève échéance dans un délai maximum de six mois.

### **Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés dans cette catégorie conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires d'achat.

La valeur d'inventaire des participations est déterminée par la valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes du groupe, ou consolidé lorsqu'il s'agit de sociétés mères des sous-groupes. Les autres participations sont estimées d'après leur valeur d'utilité fondée sur une analyse multicritères tenant compte notamment de l'actif net social et des perspectives de rentabilité, issue généralement des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats. Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est constituée dans les livres à hauteur de la différence.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision est alors constituée.



## **C. Créances sur la clientèle**

### **C.1 Opérations avec la clientèle**

La valeur brute des financements de vente à crédit inclut les intérêts courus. Les intérêts des financements sont enregistrés en produits financiers sur la durée des contrats selon la méthode actuarielle. Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs de clientèle, ainsi que les frais administratifs directs externes sont enregistrées en « Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle » et sont étalées de manière symétrique aux produits comptabilisés sur les contrats. Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats sont passés en charges au moment où ils sont exposés et enregistrés en « Commissions » sur opérations avec la clientèle.

La valeur brute des financements de stock aux réseaux comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle.

#### **Classement en créances douteuses**

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les engagements présentant des échéances impayées de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les Administrations locales, sont classés en créances douteuses.

Notion de statut immunisant : l'application d'un statut immunisant permet le report du déclassement en créances douteuses dans la limite de 150 jours pour la clientèle « Retail », de 451 jours pour la clientèle « Corporate » et de 631 jours pour les Administrations locales et dans la mesure où les impayés ne sont que la conséquence d'événements techniques non liés à la solvabilité du client.

Notion de statut forçant : l'utilisation d'un statut forçant en cas de risque aggravé permet le déclassement avant 91 jours ou 271 jours. Pour la clientèle autre que « Retail », dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash ». L'existence du « Rapport Flash » est reconnue dans les systèmes et joue le rôle de statut forçant.

#### **Dépréciation et provisions sur créances clientèle**

##### **Les dépréciations et provisions sur créances à la clientèle « Retail » :**

- En ce qui concerne les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est déprécié en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées. La provision calculée est classée au passif du bilan.

- En ce qui concerne les créances douteuses, telles que définies précédemment, Stellantis Financial Services Europe a constitué une base de données historiques, qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel est calculée la dépréciation sur créances douteuses.

##### **Les dépréciations des créances à la clientèle autre que « Retail » :**

- Dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash », qui précise le montant éventuel de la dépréciation.

A la demande du régulateur, un modèle de dépréciation a été développé prenant en compte différents indicateurs (secteurs, zones à risques, etc...). A ce titre, Stellantis Financial Services Europe enregistre une dépréciation collective sur l'encours sain Corporate depuis fin 2014.

##### **Passages en pertes :**

Dès lors qu'une créance est considérée comme irrécouvrable, elle est passée en pertes. A partir de ce moment, la dépréciation précédente est reprise par résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité au compte de résultat.

### **C.2 Commissions reçues et coûts marginaux de transaction étalés**

Les commissions reçues comprennent essentiellement les bonifications d'intérêts versées par les marques Peugeot, DS et Citroën et les frais de dossiers facturés aux clients. Elles font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

Les coûts marginaux de transaction comprennent essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires. Ils font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

## **D. Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre regroupent les bons de caisse, les emprunts obligataires, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont enregistrés dans un compte de dettes rattachées.

Les primes d'émission des emprunts obligataires sont amorties de façon linéaire sur la durée de vie des emprunts. Les primes d'émission des titres de créances négociables sont également amorties de façon linéaire, sur la durée de vie des titres. La charge correspondante est inscrite au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts sur dettes représentées par un titre ».

Conformément à l'option fiscale d'étalement retenue, les frais d'émission sont amortis et comptabilisés dans les mêmes conditions que les primes d'émission.

## **E. Instruments financiers à terme**

### **E.1 Nature des opérations**

Les encours consentis par les sociétés du groupe à la clientèle sont essentiellement accordés à taux fixe, le refinancement est en majeure partie indexé sur des taux révisables ou variables.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la marge des sociétés du groupe est couvert en contractant des dérivés auprès de banques externes. Ces dérivés permettent l'adéquation globale des structures de taux de l'actif et du passif et sont qualifiés de macro-couverture.

En outre, les opérations permettant de limiter le risque de taux sur les excédents de liquidité de Stellantis Financial Services Europe sont qualifiées de micro-couverture (au sens de la réglementation bancaire française). C'est aussi le cas des dérivés qui ramènent à taux variable la partie du refinancement contracté à taux fixe.

Les opérations effectuées par Stellantis Financial Services Europe dans le cadre de la centralisation de la trésorerie et par les sociétés du groupe hors zone euro, sont donc essentiellement des opérations de couverture.

Les dérivés le plus souvent utilisés sont les instruments d'échange de taux d'intérêt (swaps de taux), les opérations assimilées (caps, floors, swaptions,...) et les instruments d'échange de devises (swaps de devises).

### **E.2 Principes d'enregistrement**

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux et de change sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

#### **Opérations de macro-couverture**

Pour les opérations qualifiées de macro-couverture, les charges et les produits sont inscrits prorata-temporis en compte de résultat.

Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement des filiales, via les prêts interbancaires qui leur sont accordés, figurent au poste « Intérêts sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires » (cf. Note 17).

#### **Opérations de micro-couverture**

Pour les opérations de Stellantis Financial Services Europe qualifiées d'opérations de micro-couverture, les charges et les produits relatifs aux dérivés utilisés, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

#### **Traitement des soultes**

Les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du contrat.

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat si position isolée. Elles sont en revanche amorties prorata-temporis pour les opérations de macro-couverture et les opérations de micro-couverture.

#### **Traitement des acomptes sur résultat futur des swaps**

Dans le cas de swaps avec acompte payé ou reçu sur résultat futur :

- l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance »,
- l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

**Traitement des swaptions de couverture de la production future d'encours de crédit à taux fixe**

La prime payée est étalée linéairement entre la date de paiement de la prime et la date d'échéance de l'option.

A l'échéance, la valeur intrinsèque de l'option est étalée linéairement sur la durée de vie des swaps de macro-couverture mis en place en couverture de l'encours de crédit à taux fixe.

**E.3 Risque de contrepartie**

Les risques sont limités aux opérations sur produits dérivés négociés dans le cadre de contrats FBF ou ISDA et à des opérations de placement de liquidités à très court terme avec des contreparties de premier plan.

**F. Opérations en devises**

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan et du hors bilan en devises étrangères sont réévalués en euros au cours du jour de clôture. Les gains et pertes de change résultant des réévaluations ci-dessus sont enregistrés au compte de résultat.

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change. L'impact en résultat de ces dérivés compense celui des opérations décrites précédemment. En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

**G. Entreprises liées**

Les « entreprises liées » correspondent aux entités ayant entre elles des liens de contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

**Note 02 Caisse, banques centrales, CCP**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Caisse & CCP	-	-
Banques centrales	894 261	631 800
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France		
Créances rattachées	75	208
<b>Total</b>	<b>894 336</b>	<b>632 008</b>

**Ventilation par zone géographique**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
France	894 336	632 008
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>894 336</b>	<b>632 008</b>

**Note 03 Créances sur les établissements de crédit****Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Créances à vue sur établissements de crédit</b>	<b>8 643</b>	<b>12 080</b>
Comptes ordinaires débiteurs	8 630	12 080
Prêts au jour le jour	-	-
Créances rattachées	13	-
<b>Créances à terme sur établissements de crédit</b>	<b>578 124</b>	<b>568 594</b>
Prêts et pensions à terme	573 500	563 500
Créances rattachées	4 624	5 094
<b>Total</b>	<b>586 767</b>	<b>580 674</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>577 927</i>	<i>568 441</i>

**Ventilation par durée résiduelle**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Non réparti	13 267	17 174
Inférieur à 3 mois	150 000	120 000
De 3 mois à 1 an		
De 1 à 5 ans	11 000	-
Supérieur à 5 ans	412 500	443 500
<b>Total</b>	<b>586 767</b>	<b>580 674</b>

**Ventilation par zone géographique**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	586 767	580 674
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>586 767</b>	<b>580 674</b>

**Note 04 Opérations avec la clientèle****4.1 - Analyse des créances nettes totales****Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>1</b>	<b>246</b>
Comptes ordinaires	1	246
Créances rattachées	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>246</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

**Ventilation par durée résiduelle**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Non réparti	1	246
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>246</b>

**Ventilation par zone géographique**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	1	246
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>246</b>

**Note 05 Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2023	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2024
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>268 637</b>	<b>111 088</b>	-	-	<b>379 725</b>
<b>Etablissements de crédit</b>					
- Brut	270 043	122 281	-	-	392 324
- Dépréciations	(1 406)	(11 193)	-	-	(12 599)
<b>Parts détenues dans les coentreprises</b>	<b>1 776 962</b>	<b>(1 545)</b>	<b>(92 500)</b>	-	<b>1 682 917</b>
- Brut	1 776 962	-	(92 500)	-	1 684 462
- Dépréciations	-	(1 545)	-	-	(1 545)
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2 045 599</b>	<b>109 543</b>	<b>(92 500)</b>	-	<b>2 062 642</b>

## Détails des parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)		31.12.2023	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2024
<b>Valeurs brutes</b>						
<b>Etablissements de crédit</b>		<b>270 043</b>	<b>122 281</b>	-	-	<b>392 324</b>
- PSA Financial Holding B.V.	NL	138 389	-	-	-	138 389
- BPF Pazarlama AHAS	TR	968	-	-	-	968
- Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U.	AR	2 665	-	-	-	2 665
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	12	-	-	-	12
- Stellantis Services Ltd	MT	56 255	-	-	-	56 255
- Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A.	BR	71 754	122 281	-	-	194 035
<b>Autres</b>		-	-	-	-	-
<b>Dépréciations des titres</b>						
<b>Etablissements de crédit</b>		<b>(1 406)</b>	<b>(11 193)</b>	-	-	<b>(12 599)</b>
- BPF Pazarlama AHAS	TR	-	-	-	-	-
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	(11)	-	-	-	(11)
- Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A.	BR	(1 395)	(11 193)	-	-	(12 588)
<b>Autres</b>		-	-	-	-	-
<b>Total</b>		<b>268 637</b>	<b>111 088</b>	-	-	<b>379 725</b>

## Détails des parts détenues dans les coentreprises

(En milliers d'euros)		31.12.2023	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2024
<b>Valeurs brutes</b>		<b>1 776 962</b>	-	<b>(92 500)</b>	-	<b>1 684 462</b>
- Banque Stellantis France (1)	FR	469 711	-	-	-	469 711
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR	13 159	-	-	-	13 159
- Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A. (1)	ES	259 839	-	(92 500)	-	167 339
- Stellantis Financial Services Italia S.P.A. (1)	IT	294 402	-	-	-	294 402
- Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o. (1)	PL	18 128	-	-	-	18 128
- Stellantis Bank S.A (2)	FR	721 707	-	-	-	721 707
- Olympia SAS (2)	FR	16	-	-	-	16
<b>Dépréciations des titres</b>		-	<b>(1 545)</b>	-	-	<b>(1 545)</b>
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR	-	(1 545)	-	-	(1 545)
<b>Total</b>		<b>1 776 962</b>	<b>(1 545)</b>	<b>(92 500)</b>	-	<b>1 682 917</b>

(1) Coentreprises détenues 50/50 avec Santander Consumer Finance.

(2) Coentreprises détenues 50/50 avec BNP Paribas Personal Finance

(3) Coentreprise détenue 50/50 avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine

## Note 06 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations se répartissent ainsi :

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 128</b>	<b>(494)</b>	<b>634</b>	<b>1 128</b>	<b>(382)</b>	<b>746</b>
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	-	-	-
- Matériel et outillage	10	(10)	-	10	(9)	1
- Autres	1 118	(484)	634	1 118	(373)	745
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>349 815</b>	<b>(232 903)</b>	<b>116 912</b>	<b>324 679</b>	<b>(223 436)</b>	<b>101 243</b>
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Logiciels	349 814	(232 903)	116 911	324 678	(223 436)	101 242
- Autres	1	-	1	1	-	1
<b>Total</b>	<b>350 943</b>	<b>(233 397)</b>	<b>117 546</b>	<b>325 807</b>	<b>(223 818)</b>	<b>101 989</b>

## Tableau de variation des valeurs brutes

	31.12.2023	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	31.12.2024
	Valeur brute Immobilisations				Valeur brute Immobilisations
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 128</b>	-	-	-	<b>1 128</b>
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	-	-
- Matériel et outillage	10	-	-	-	10
- Autres	1 118	-	-	-	1 118
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>324 679</b>	<b>33 833</b>	-	<b>(8 697)</b>	<b>349 815</b>
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	324 678	33 833	-	(8 697)	349 814
- Autres	1	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>325 807</b>	<b>33 833</b>	-	<b>(8 697)</b>	<b>350 943</b>

## Tableau de variation des amortissements

	31.12.2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31.12.2024
	Amortissements Immobilisations				Amortissements Immobilisations
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>(382)</b>	<b>(112)</b>	-	-	<b>(494)</b>
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	-	-
- Matériel et outillage	(9)	(1)	-	-	(10)
- Autres	(373)	(111)	-	-	(484)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>(223 436)</b>	<b>(18 164)</b>	-	<b>8 697</b>	<b>(232 903)</b>
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	(223 436)	(18 164)	-	8 697	(232 903)
- Autres	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(223 818)</b>	<b>(18 276)</b>	-	<b>8 697</b>	<b>(233 397)</b>

## Note 07 Autres actifs

## Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Etat et organismes sociaux (1)	5 151	2 755
Fond de garantie des dépôts	1 228	1 228
Autres actifs (2)	35 247	24 592
Ecart de conversion	-	-
<b>Total (2)</b>	<b>41 626</b>	<b>28 575</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>35 080</i>	<i>24 511</i>

(1) Chez SFSE, 2,3 millions d'euros correspondent à la TVA déductible provisionnée dans le cadre de l'assistance technique.

(2) On note une augmentation du total des autres actifs de 10,6 millions principalement liée aux dividendes à recevoir au cours du premier semestre 2025 de Stellantis Services LTD.

## Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	41 626	28 575
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>41 626</b>	<b>28 575</b>

## Note 08 Comptes de régularisation actif

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Charges payées d'avance</b>	<b>299</b>	<b>329</b>
Charges à répartir sur prime d'émission des titres	-	-
Autres charges à répartir	3	10
Autres charges payées d'avance	296	319
<b>Produits à recevoir</b>	<b>9 720</b>	<b>8 265</b>
Sur instruments financiers à terme	-	-
Autres produits à recevoir	9 720	8 265
<b>Autres comptes de régularisation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ajustement devises	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
<b>Total</b>	<b>10 019</b>	<b>8 594</b>

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	10 019	8 594
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>10 019</b>	<b>8 594</b>

## Note 09 Dettes envers les établissements de crédit

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>	<b>69 687</b>	<b>2 351</b>
Comptes ordinaires créditeurs (1)	69 201	2 224
Comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	486	127
<b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>69 687</b>	<b>2 351</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>69 387</i>	<i>2 228</i>

(1) Augmentation de 67 millions principalement liée à un virement de PSA Financial Holding B.V.

### Ventilation par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Non réparti	69 687	2 351
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>69 687</b>	<b>2 351</b>

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	69 687	2 351
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>69 687</b>	<b>2 351</b>

## Note 10 Opérations avec la clientèle

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Dettes à vue sur opérations avec la clientèle</b>	<b>31 299</b>	<b>6 910</b>
Comptes ordinaires créditeurs	31 223	6 890
Autres sommes dues	-	-
Dettes rattachées sur comptes ordinaires créditeurs	76	20
<b>Dettes à terme sur opérations avec la clientèle</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>31 299</b>	<b>6 910</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>28 572</i>	<i>6 019</i>

### Ventilation par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Non réparti	31 299	6 910
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>31 299</b>	<b>6 910</b>

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	31 299	6 910
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>31 299</b>	<b>6 910</b>

## Note 11 Autres passifs

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Etat	16 661	13 963
Organismes sociaux	-	-
Dettes fournisseurs (1)(2)	43 617	46 666
Autres passifs	-	-
<b>Total</b>	<b>60 278</b>	<b>60 629</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>60 110</i>	<i>45 900</i>

(1) En France, Stellantis Financial Services Europe règle ses fournisseurs dans un délai maximum de 45 jours fin de mois à compter de la date de la facture, en conformité avec les dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie (article L. 441-6 du Code de commerce).

(2) Ce poste est principalement constitué des refacturations de fin d'année de Stellantis Auto SAS à hauteur de 27 millions d'euros et de 15 millions d'euros correspondant aux charges provisionnées dans le cadre de l'assistance technique.

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	60 278	60 629
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>60 278</b>	<b>60 629</b>



## Note 12 Comptes de régularisation passif

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Charges à payer</b>	<b>10 018</b>	<b>11 611</b>
Sur Instruments Financiers à Terme	-	-
Autres charges à payer	10 018	11 611
<b>Autres comptes de régularisation</b>	<b>5 991</b>	<b>990</b>
Comptes de régularisation divers	5 991	990
<b>Total</b>	<b>16 009</b>	<b>12 601</b>

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	16 009	12 601
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>16 009</b>	<b>12 601</b>

## Note 13 Provisions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2023	Dotations	Reprises		31.12.2024
			Utilisées	Non utilisées	
<b>France</b>					
- Autres provisions pour risques et charges	-	1 400	-	-	1 400
<b>Total</b>	-	<b>1 400</b>	-	-	<b>1 400</b>

## Note 14 Variation des capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2023	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	31.12.2024
Capital (1)	199 620		-		199 620
Primes d'émission, d'apport, de fusion	642 815		-		642 815
Autres réserves	300 000		-		300 000
Réserve légale	19 962	-			19 962
Report à nouveau	1 784 957	367 841	-		2 152 798
Résultat	367 841	(367 841)	-	219 069	219 069
<b>Total</b>	<b>3 315 195</b>	-	-	<b>219 069</b>	<b>3 534 264</b>
Dividendes versés		-			

(1) Au 31/12/2024, le capital social de 199 619 936 euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises. Stellantis Financial Services Europe est détenue par la société Stellantis NV (9 348 181 actions représentant 74,93 % du capital) et par deux de ses filiales : la société Automobiles Peugeot S.A. (qui détient 2 002 862 actions soit 16,05 % du capital) et la société Automobiles Citroën S.A. (qui détient 1 125 203 actions soit 9,02 % du capital).

## Note 15 Ventilation actif passif en Euros / Devises

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Actif en devises	290	458
Actif en euros	3 712 647	3 397 227
<b>Total Actif</b>	<b>3 712 937</b>	<b>3 397 685</b>
Passif en devises	290	458
Passif en euros	3 712 647	3 397 227
<b>Total Passif</b>	<b>3 712 937</b>	<b>3 397 685</b>

## Note 16 Intérêts et assimilés sur opérations avec établissement de crédit

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
Intérêts sur comptes, prêts et pensions	35 329	15 311
<i>Dont banques centrales</i>	31 228	14 098
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Impact net de la micro couverture des emprunts	-	4 981
Résultat net de change	-	-
<b>Total</b>	<b>35 329</b>	<b>20 292</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	4 075	832
<b>Charges</b>		
Intérêts sur comptes et emprunts	(1 625)	(673)
<i>Dont banques centrales</i>	-	-
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Résultat net de change	(4)	(53)
<b>Total</b>	<b>(1 629)</b>	<b>(726)</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	(1 445)	(540)

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
France	35 329	20 292
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>35 329</b>	<b>20 292</b>
<b>Charges</b>		
France	(1 629)	(726)
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>(1 629)</b>	<b>(726)</b>

## Note 17 Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
Intérêts sur créances à la clientèle		
- Vente à crédit	-	-
- Autres (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	-	-
Intérêts sur comptes et prêts	-	-
Intérêts sur prêts subordonnés	30 405	22 697
<b>Total</b>	<b>30 405</b>	<b>22 697</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	30 405	22 697
<b>Charges</b>		
Intérêts sur comptes et emprunts	-	-
Coûts d'acquisition (1)	(528)	(95)
<b>Total</b>	<b>(528)</b>	<b>(95)</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	(528)	(95)

(1) Il s'agit principalement des rémunérations apporteur.

**Ventilation par zone géographique**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
France	30 405	22 697
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>30 405</b>	<b>22 697</b>
<b>Charges</b>		
France	(528)	(95)
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>(528)</b>	<b>(95)</b>

**Note 18 Intérêts et assimilés sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe****Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		-
Sur autres titres détenus à revenu fixe	-	-
Impact net de la micro couverture des titres de créances négociables émis	-	-
<b>Total</b>	-	-
<b>Charges</b>		
Sur obligations et autres titres émis à revenu fixe		
- Titres de créances négociables émis	(29)	(28)
<b>Total</b>	<b>(29)</b>	<b>(28)</b>

**Ventilation par zone géographique**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Produits</b>		
France	-	-
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	-	-
<b>Charges</b>		
France	(29)	(28)
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>(29)</b>	<b>(28)</b>

**Note 19 Revenus des titres à revenu variable**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Revenus des parts dans les entreprises liées</b>		
<b>Dividendes encaissés par le siège</b>		
- reçus de sociétés françaises	177 947	72 059
- reçus de sociétés étrangères	15 218	194 395
<b>Total</b>	<b>193 165</b>	<b>266 454</b>

## Note 20 Commissions

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Produits</b>		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	3 807	387
Sur opérations avec la clientèle	5	11
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	1 159	712
<b>Total</b>	<b>4 971</b>	<b>1 110</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>846</i>	<i>802</i>
<b>Charges</b>		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	(972)	(986)
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations sur titres	(3)	(6)
Sur opérations de change	-	-
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	-	-
Sur autres engagement de hors-bilan	-	-
<b>Total</b>	<b>(975)</b>	<b>(992)</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Produits</b>		
France	4 971	1 110
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>4 971</b>	<b>1 110</b>
<b>Charges</b>		
France	(975)	(992)
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>(975)</b>	<b>(992)</b>

## Note 21 Autres Produits et Charges d'exploitation bancaire

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Produits</b>		
Quote part sur opérations faites en commun	1 151	2 525
Autres (1)	5 416	4 767
<b>Total</b>	<b>6 567</b>	<b>7 292</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<b>Charges</b>		
Moins-value de cession VO	-	-
Autres	-	(706)
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>(706)</b>

(1) Ce poste enregistre la marge que dégage Stellantis Financial Services Europe dans le cadre de la refacturation des prestations d'assistance et des frais informatiques aux filiales et coentreprises.

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Produits</b>		
France	6 567	7 292
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>6 567</b>	<b>7 292</b>
<b>Charges</b>		
France	-	(706)
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>(706)</b>

## Note 22 Charges générales d'exploitation

### Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Frais de personnel</b>	-	-
Salaires	-	-
Autres charges sociales	-	-
<b>Autres produits et charges générales d'exploitation</b>	<b>1 808</b>	<b>23 756</b>
<b>Total</b>	<b>1 808</b>	<b>23 756</b>
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>200</i>	<i>40</i>

### Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
France	1 808	23 756
Union européenne (hors France)	-	-
<b>Total</b>	<b>1 808</b>	<b>23 756</b>

## Note 23 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres</b>		
Gains	1 302	58 355
Pertes (1)	(17 695)	-
<b>Résultat de cession des succursales</b>		
Gains	-	-
<b>Total</b>	<b>(16 393)</b>	<b>58 355</b>

*(1) Les pertes enregistrées concernent principalement l'ajustement de prix consécutif à la vente de PSA Bank Deutschland à Stellantis Bank, ainsi que les dotations pour dépréciation sur les titres de participations.*

## Note 24 Résultat exceptionnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Produits</b>	-	-
<b>Charges (1)</b>	<b>(925)</b>	<b>(99)</b>
<b>Total</b>	<b>(925)</b>	<b>(99)</b>

*(1) Les charges exceptionnelles correspondent au paiement du droit de timbre suite à la réduction de capital de Stellantis Financial Services Espana.*

## Note 25 Impôt sur les bénéfices

Stellantis Financial Services Europe est filiale à 100% de Stellantis NV et de deux de ses filiales. A ce titre, elle a donné son accord pour être incluse dans le périmètre du régime d'intégration fiscale du groupe Stellantis, défini aux articles 223 et suivants du Code Général des Impôts. Ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société-mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant.

Le principe retenu est que la charge fiscale de SFSE soit identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe. Pour l'année 2024, Stellantis Financial Services Europe est en résultat fiscal bénéficiaire. L'impôt sur les bénéfices est de 14 421 k€ au titre de l'impôt sur la société.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'administration fiscale au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans le pays.

Par ailleurs, SFSE n'enregistre aucun impôt différé.

## Note 26 Résultat par secteur d'activité

### Pour 2024

(En milliers d'euros)	Activités de financement				Refinancement et placements	31.12.2024
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis		
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	1 140	-	65	233 375	32 696	267 276
Coût du Risque	-	-	-			-
Résultat après coût du risque	1 140	-	65	233 375	32 696	267 276
Charges générales d'exploitation				1 808		1 808
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(18 276)		(18 276)
Résultat d'exploitation	1 140	-	65	216 907	32 696	250 808

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent principalement, à hauteur de 193 millions d'euros, aux dividendes reçus par Stellantis Financial Services Europe de ses filiales (cf. Note 19) et des intérêts sur prêts subordonnés précisés dans la note 17.

### Pour 2023

(En milliers d'euros)	Activités de financement				Refinancement et placements	31.12.2023
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis		
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	715	-	-	296 037	18 546	315 298
Coût du Risque	-	-	-			-
Résultat après coût du risque	715	-	-	296 037	18 546	315 298
Charges générales d'exploitation				23 756		23 756
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(15 104)		(15 104)
Résultat d'exploitation	715	-	-	304 689	18 546	323 950

Note 27 Événements postérieurs à la clôture

Entre le 31 décembre 2024 et le 21 février 2025, date d'arrêtés des comptes par le Conseil d'Administration de SFSE, aucun évènement, susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers, n'est survenu.

FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 décembre 2024

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en % direct	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
(En milliers d'euros)										
1) Filiales détenues à plus de 50 % (directement ou indirectement)										
Stellantis Services Ltd Mediterranean Building 53, Abate Rigord Street XBX Malte	32 705	203 162	100	56 255	56 255	-	-	33 540	48 118	33 203
Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U. Maipù 942 - 20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	11	6 292	100	2 665	2 665	-	-	25 042	17 984	-
PSA Financial Holding B.V. Lemelerbergweg 12,1101 DV Amsterdam Pays-Bas	57 800	117 142	100	138 389	138 389	-	-	15	1 953	-
Banque PSA Finance Algérie Plateau des Annassers, 16000 ALGER Algérie	352	(298)	2	12	1	-	-	-	-	-
BPF Pazarlama AHAS Kayisdagi Caddesi No : 1/1ATASEHIR - ISTANBUL Turquie	26	93	100	968	968	-	-	6 562	3 643	-
Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. Rua Eng. Francisco Pitta Brito, 779 3° andar Sao Paulo SP Cep. 04753-080 - Brésil	113 398	73 534	100	194 035	181 446	-	-	65 938	16 120	-
2) Coentreprises détenues à 50 %										
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. Maipù 942 -20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	49	9 519	50	13 159	11 613	-	-	19 309	15 997	-
Banque Stellantis France 29 rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois Perret	144 843	931 277	50	469 711	469 711	-	-	69 016	66 581	71 187
Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A. C/Eduardo Barreiros N° 110. 28041 Madrid Espagne	314 132	64 930	50	167 338	167 338	-	-	110 785	45 476	-
Stellantis Financial Services Italia S.P.A. Via Gallarate 199, 20151 Milano Italie	140 309	661 877	50	294 401	294 401	-	-	232 797	89 644	15 488
Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o. ul.Domaniewska 44 a 02-672 Warszawa Pologne	30 962	39 088	50	18 127	18 127	-	-	28 412	8 092	-
Stellantis Bank S.A. 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	131 101	1 529 629	50	721 708	721 708	-	-	31 819	24 259	6 115
3) Participation										
Automobile Citroen 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	159 000	86	-	-	-	-	-	-	(44 836)	-

## Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice 2024 de 219.068.852,73 €uros, majoré du report à nouveau bénéficiaire de 2.152.797.500,32 €uros, s'élève à la somme de 2.371.866.353,05 €uros.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice distribuable comme suit :

- aux actions : 150.089.239,38 €uros,
- aux autres réserves : 549.964.476,92 €uros,
- au report à nouveau : 1.671.812.636,75 €uros.

Ainsi, le dividende s'élève à 12,03 €uros par action et sera mis en paiement au plus tard le 15 juin 2025.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale prend note que :

- au titre des exercices 2021, 2022 et 2023 les dividendes versés ont été pour chacun de ces exercices de 0 €uro par action ;
- à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire qui s'est réunie de manière extraordinaire le 14 décembre 2021, la Société a procédé à une distribution exceptionnelle d'un montant de 106.048.091 €uros, soit 8,5 €uros par action.

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Stellantis Financial Services Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



Evaluation et quote-part de résultat des titres mis en équivalence

Risque identifié	Notre réponse
<p>Tels que présentés dans la note 8 « Participations dans les entreprises mises en équivalence » de l'annexe aux comptes consolidés, les partenariats noués par votre groupe avec, d'une part, la société Santander Consumer Finance et, d'autre part, la société BNP Paribas Personal Finance, conduisent à comptabiliser par mise en équivalence les co-entreprises (et les entités contrôlées par ces dernières) détenues conjointement avec les partenaires.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2-A.6 « Utilisation d'estimations et d'hypothèses », la direction de votre groupe réalise des tests de dépréciation fondés sur des hypothèses de flux de trésorerie en cas d'identification d'indice de perte de valeur des titres mis en équivalence. Ces tests sont généralement basés sur la valeur d'utilité issue des plans à moyen terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats.</p> <p>Les titres mis en équivalence représentent au 31 décembre 2024 un total de 3 115 M€, pour un total bilan de 6 730 M€, et une quote-part de résultat de 325 M€ pour un résultat net part du groupe de 409 M€.</p> <p>Dans ce contexte, nous avons considéré l'évaluation et la quote-part de résultat des titres mis en équivalence comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes consolidés, de la multiplicité des entités, de leur gouvernance propre à travers les partenariats hors groupe, et du recours élevé au jugement de la direction qu'implique l'évaluation de ces titres mis en équivalence. Par ailleurs, la quote-part de ce résultat mis en équivalence représente une part significative du résultat de votre groupe.</p>	<p>Nos travaux ont consisté notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>► examiner le processus d'établissement des comptes consolidés et du dispositif de contrôle afférent, y compris le processus de consolidation des co-entreprises ;</li><li>► préparer et envoyer des instructions d'audit spécifiques aux auditeurs locaux des entités liées par des partenariats ;</li><li>► coordonner et directement superviser les travaux réalisés par les auditeurs locaux et prendre connaissance de leurs conclusions et de leurs travaux sur les zones de risques significatives ;</li><li>► réaliser des procédures de manière centralisée comprenant : (i) la prise de connaissance des travaux de l'audit interne et du contrôle permanent de votre groupe, (ii) l'analyse des écritures de mise en équivalence des participations et (iii) la réalisation de procédures analytiques détaillées sur le résultat ;</li><li>► prendre connaissance et apprécier la méthodologie retenue pour identifier les indices de perte de valeur des titres mis en équivalence, notamment dans le contexte macro-économique, géopolitique et logistique particulier de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;</li><li>► effectuer des tests de sensibilité sur les estimations, notamment le coût des capitaux propres et le taux de croissance à long terme utilisés par les co-entreprises détenues conjointement avec les partenaires ;</li><li>► apprécier les flux de trésorerie retenus dans les plans à moyen et long terme des co-entreprises ;</li><li>► réaliser des analyses corroboratives à partir des données de marché et des flux de trésorerie actualisés.</li></ul>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Stellantis Financial Services Europe par votre assemblée générale du 12 avril 2005 pour le cabinet Forvis Mazars et du 10 avril 2024 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 18 avril 2025

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Alexandra Kritchmar

Associée

Deloitte & Associés

Marjorie Blanc Lourme

Associée

## COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

### Bilan consolidé

<i>(En millions d'euros)</i>		<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Actif</b>			
Caisse, banques centrales	3	894	632
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	97	107
Titres au coût amorti		18	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	5	729	793
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	6, 22	1 280	564
Actifs d'impôts courants	23.1	15	2
Actifs d'impôts différés	23.1	27	34
Comptes de régularisation et actifs divers	7	168	142
Participations dans les entreprises mises en équivalence	8	3 115	3 080
Immobilisations corporelles	9	2	32
Immobilisations incorporelles	9	164	148
Ecarts d'acquisition		15	15
Actifs destinés à être cédés	6, 9	206	-
<b>Total de l'actif</b>		<b>6 730</b>	<b>5 549</b>
<b>(En millions d'euros)</b>		<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	10	748	503
Dettes envers la clientèle	11	104	23
Dettes représentées par un titre	12	329	48
Contrats d'assurance émis – Passif	13	85	86
Passifs d'impôts courants	23.1	38	31
Passifs d'impôts différés	23.1	6	3
Comptes de régularisation et passifs divers	14	156	142
Provisions	15	4	11
Passifs destinés à être cédés	10, 11	133	-
<b>Capitaux propres</b>		<b>5 127</b>	<b>4 702</b>
- Capitaux propres part du groupe		5 127	4 702
- Capital et réserves liées		1 162	1 162
- Réserves consolidées		4 093	3 663
- dont résultat net - part du groupe		409	473
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(128)	(123)
- dont résultat net - part du groupe (part des éléments recyclés par résultat)		-	-
- Intérêts minoritaires		-	-
<b>Total du passif</b>		<b>6 730</b>	<b>5 549</b>

## Compte de résultat consolidé

<i>(En millions d'euros)</i>		31.12.2024	31.12.2023
<b>Intérêts nets sur opérations financières avec la clientèle</b>		<b>173</b>	<b>54</b>
- Intérêts et produits au coût amorti	20	150	34
- Autres produits et charges		23	20
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		<b>9</b>	<b>6</b>
- Intérêts et dividendes sur titres de placements		2	1
- Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement		7	5
<b>Coût net de refinancement</b>		<b>(19)</b>	<b>26</b>
- Intérêts et produits sur opérations interbancaires		46	27
- Intérêts sur emprunts auprès des établissements de crédits		(67)	(18)
- Intérêts sur dettes représentées par un titre		6	18
- Intérêts sur comptes d'épargne sur livret		(3)	-
- Frais d'émission		(1)	(1)
<b>Gains et pertes nets liés à l'hyperinflation</b>		<b>(10)</b>	<b>(5)</b>
<b>Marge sur prestations de services d'assurance</b>		<b>28</b>	<b>5</b>
- Produits des contrats d'assurance émis		61	50
- Charges afférentes aux contrats d'assurance émis		(32)	(45)
- Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis		(1)	-
<b>Marge sur autres prestations de services</b>		<b>15</b>	<b>4</b>
- Produits		16	4
- Charges		(1)	-
<b>Produit Net Bancaire</b>		<b>196</b>	<b>90</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>	21	<b>(40)</b>	<b>(26)</b>
- Personnel		(22)	(12)
- Autres charges générales d'exploitation		(18)	(14)
<b>Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles</b>	9	<b>(31)</b>	<b>(27)</b>
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>125</b>	<b>37</b>
Coût du risque	22	(22)	(3)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>103</b>	<b>34</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	8	325	401
Autres éléments hors exploitation		(3)	31
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>425</b>	<b>466</b>
Impôt sur les bénéfices	23.2	(16)	7
<b>Résultat net</b>		<b>409</b>	<b>473</b>
- dont part du groupe		409	473
- dont intérêts minoritaires		-	-
<i>Résultat net – part du groupe - par action (en euros)</i>		<i>32,8</i>	<i>37,9</i>

## Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres consolidés

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024			31.12.2023		
	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
<b>Résultat net</b>	<b>425</b>	<b>(16)</b>	<b>409</b>	<b>466</b>	<b>7</b>	<b>473</b>
- dont intérêts minoritaires			-			-
<b>Eléments recyclables par résultat</b>						
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
- dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-	-	-	-
- dont évaluation directe par capitaux	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(7)	-	(7)	5	-	5
OCI des coentreprises	(1)	-	(1)	(1)	1	-
<b>Total des éléments recyclables par résultat</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>(8)</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>5</b>
- dont intérêts minoritaires			-			-
<b>Eléments non recyclables par résultat</b>						
OCI des coentreprises	4	(1)	3	(8)	2	(6)
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>(4)</b>	<b>(1)</b>	<b>(5)</b>	<b>(4)</b>	<b>3</b>	<b>(1)</b>
- dont intérêts minoritaires			-			-
<b>Total Résultat et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>422</b>	<b>(17)</b>	<b>404</b>	<b>462</b>	<b>10</b>	<b>472</b>
- dont part du groupe			404			472
- dont intérêts minoritaires			-			-

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

	Capital et réserves liées (1)				Ecart d'évaluation - Part du groupe				Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes d'émission d'apport et de fusion et boni de liquidation	Réserve légale et autres réserves	Réserves consolidées	Réévaluation des instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels sur engagements de retraite	Ecart de conversion	OCI des coentreprises			
<i>(En millions d'euros)</i>											
<b>Au 31 décembre 2022 retraité (3)</b>	<b>199</b>	<b>643</b>	<b>320</b>	<b>3 200</b>	-	-	(14)	(107)	<b>4 241</b>	-	<b>4 241</b>
Distribution de dividendes par :											
- Stellantis Financial Services											
Europe		-			-					-	-
- les autres sociétés		-			-					-	-
Résultat net (2)		473			-	-	-	-	473	-	473
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-			-	-	(10)	8	(2)	-	(2)
Variations liées à l'hyperinflation (2)		8			-	-	-	-	8	-	8
Autre		(18)			-	-	-	-	(18)	-	(18)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>199</b>	<b>643</b>	<b>320</b>	<b>3 663</b>	-	-	(24)	(99)	<b>4 702</b>	-	<b>4 702</b>
Distribution de dividendes par :											
- Stellantis Financial Services											
Europe		-			-					-	-
- les autres sociétés		-			-					-	-
Résultat net (2)			409		-	-	-	-	409	-	409
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-		-	-	(27)	22	(5)	-	(5)
Variations liées à l'hyperinflation (2)			13		-	-	-	-	13	-	13
Autre		-	8		-	-	-	-	8	-	8
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>199</b>	<b>643</b>	<b>320</b>	<b>4 093</b>	-	-	(51)	(77)	<b>5 127</b>	-	<b>5 127</b>

Le capital social de 199 millions d'euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises.

(1) Comprend le capital, les primes et les réserves de la société mère.

(2) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de -13 millions d'euros sur le résultat net (-13 millions d'euros part du groupe), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur 2024 (dont +13 millions d'euros part du groupe). En 2023, l'application d'IAS 29 a entraîné un effet négatif de -8 millions d'euros sur le résultat net (dont -8 millions d'euros part du groupe), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (dont +8 millions d'euros part du groupe).

(3) Comprend l'impact de l'entrée en vigueur de la norme IFRS17 comme suit :

+23,5 millions d'euros d'impact sur capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

-4 millions d'euros d'impact au compte de résultat au 31 décembre 2022. »

Conformément à l'amendement IAS 1 - Informations sur le capital, les informations requises sont données dans le paragraphe " Capital " du rapport de gestion.

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>425</b>	<b>466</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et	31	27
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	16	26
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(325)	(401)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	(31)
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	91	11
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôt et des autres ajustements</b>	<b>(187)</b>	<b>(368)</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	435	(249)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 018)	29
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	286	(45)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	38	(21)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	198	220
Impôt sur les bénéfices versé	(21)	28
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>(82)</b>	<b>(38)</b>
<b>Total flux net de trésorerie de l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>156</b>	<b>60</b>
<b>Flux liés aux participations</b>	<b>96</b>	<b>10</b>
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nets de la trésorerie acquise	(4)	(52)
- Encaissements liés aux cessions de filiales, nets de la trésorerie cédée	2	3
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	-	(435)
- Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	98	494
- Autres flux liés aux participations	-	-
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(42)</b>	<b>(44)</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(42)	(44)
- Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
<b>Effet des variations de périmètre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>54</b>	<b>(34)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Décaissements liés aux dividendes payés	-	-
- à Stellantis	-	-
- aux minoritaires	-	-
- Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	-	-
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
<b>Effets de la variation des taux de change (D)</b>	<b>7</b>	<b>3</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>215</b>	<b>27</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>796</b>	<b>769</b>
Caisse, Banques centrales (actif & passif)	632	542
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	164	227
Comptes de trésorerie et assimilée classés au sein des « Actifs destinés à être cédés »	-	-
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>1 011</b>	<b>796</b>
Caisse, Banques centrales (actif & passif)	894	632
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	114	164
Comptes de trésorerie et assimilée classés au sein des « Actifs destinés à être cédés »	3	-

## Notes aux états financiers consolidés

### Note 1 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE ET EVOLUTION DU PERIMETRE

#### A. Faits marquants de la période

L'année 2024 s'inscrit dans la continuité de 2023, avec d'une part le développement de l'activité au sein de la nouvelle organisation mise en place en Europe depuis avril 2023, et d'autre part la croissance en Amérique du Sud, en particulier au Brésil suite à l'augmentation de la participation de 50 % à 100 % dans l'entité Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. ("Stellantis Financiamentos") fin août 2023.

En Europe, le regroupement des activités de financement sur une entité unique par pays a permis de rationaliser les systèmes informatiques et de simplifier les processus, tandis que l'offre produit a pu être étendue à l'ensemble des marques Stellantis. La dégradation de l'environnement économique a cependant contribué à la hausse du coût du risque et du coût de refinancement, compensée que partiellement par les économies réalisées sur les charges d'exploitation.

En Amérique du Sud, Stellantis Financial Services Europe a bénéficié d'une année totale d'activité en pleine expansion au Brésil (contre quatre mois seulement en 2023 en intégration globale vs. mise en équivalence auparavant), ainsi que d'une augmentation des volumes et de la stabilisation de la situation économique en Argentine. Une première titrisation non déconsolidante a été réalisée au Brésil en novembre, pour un montant total de 101 millions d'euros, avec maintien des actifs grevés au bilan en contrepartie d'un emprunt inscrit au passif, et un investissement dans la tranche junior émise par le fonds de titrisation externe pour 18 millions d'euros. Pour la première fois, en vision consolidée, la contribution de l'Amérique du Sud au Résultat d'exploitation de Stellantis Financial Services Europe est supérieure à celle de l'Europe.

Par ailleurs, dans le cadre de la réorganisation des activités de financement de Stellantis en Argentine, Stellantis Financial Services Europe a conclu, en décembre 2024, un accord avec Fidis S.p.A. en vue de l'acquisition de 50 % des titres de la société de droit argentin FCA Compañía Financiera S.A.

Enfin en Chine, également en décembre 2024, PSA Finance Nederland B.V., filiale de Stellantis Financial Services Europe, a conclu un accord avec Fidis S.p.A. afin de lui céder Stellantis Leasing Services Co., Ltd détenue à 100 %. Au regard de la norme IFRS 5, Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les actifs et passifs de Stellantis Leasing Services Co., Ltd sont reclassés en actifs destinés à être cédés dans les états financiers consolidés de Stellantis Financial Services Europe au 31 décembre 2024.

La réalisation de ces deux transactions devrait intervenir au premier semestre 2025, après l'obtention des autorisations requises de la part des autorités de la concurrence et des régulateurs compétents respectivement en Argentine et en Chine.

## **B. Evolution du périmètre**

### **Partenariats avec Santander Consumer Finance**

En avril 2024, la société en partenariat CREDIPAR a cédé 722,2 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Auto ABS French Loans 2024. Le fonds a émis des obligations de classe A (650 millions d'euros), de classe B (36,1 millions d'euros) et de classe C (36,1 millions d'euros). CREDIPAR conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis avril 2024, par mise en équivalence comme sa société mère.

En juin 2024, la société en partenariat Stellantis Financial Services Italia S.P.A. a cédé 1 213,2 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. 2024-1. Le fonds a émis des obligations de classe A (1 062 millions d'euros), de classe B (78 millions d'euros), de classe C (34,8 millions d'euros), de classe D (25,2 millions d'euros), et de classe E (13,2 millions d'euros). Stellantis Financial Services Italia S.P.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis juin 2024, par mise en équivalence comme sa société mère.

En septembre 2024, la société en partenariat Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A. a cédé 606 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Auto ABS Spanish loans 2024-1. Le fonds a émis des obligations de classe A (505 millions d'euros), de classe B (29 millions d'euros), de classe C (32 millions d'euros), de classe D (22 millions d'euros), de classe E (12 millions d'euros) et de classe F (6 millions d'euros). Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis septembre 2024, par mise en équivalence comme sa société mère.

En novembre 2024, la société en partenariat Stellantis Financial Services Italia S.P.A. a cédé 808 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. 2024-2. Le fonds a émis des obligations de classe A (708 millions d'euros), de classe B (52 millions d'euros), de classe C (23,2 millions d'euros), de classe D (16,8 millions d'euros), et de classe E (8 millions d'euros). Stellantis Financial Services Italia S.P.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis novembre 2024, par mise en équivalence comme sa société mère.

### **Partenariats avec BNP Paribas Personal Finance**

En juin 2024, la société en partenariat Stellantis Bank SA, succursale en Allemagne a cédé 375 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Ecarat DE 2024-1. Le fonds a émis des obligations de classe A (338,4 millions d'euros), de classe B (9,5 millions d'euros), de classe C (9,4 millions d'euros), de classe D (4,7 millions d'euros), de classe E (4,7 millions d'euros), de classe F (3,8 millions d'euros) et de classe G (3,8 millions d'euros). Stellantis Bank SA, succursale en Allemagne conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis juin 2024, par mise en équivalence comme sa société mère.

En octobre 2024, la société Vauxhall Finance PLC, filiale au Royaume Uni de Stellantis Bank S.A., a été déconsolidée du périmètre sans impact significatif sur les états financiers consolidés annuels 2024 de Stellantis Financial Services Europe.

En novembre 2024, la société Opel Finance SA, filiale en Suisse de Stellantis Bank S.A., a été déconsolidée du périmètre sans impact significatif sur les états financiers consolidés annuels 2024 de Stellantis Financial Services Europe.



## C. Liste des sociétés consolidées

Sociétés	Code ISO pays	Participation de Stellantis Financial Services Europe			31.12.2024		31.12.2023	
		Directe %	Indirecte		Méthode de consolidation	% intérêts	Méthode de consolidation	% intérêts
			%	Détenue par				
<b>Filiales</b>								
<b>Financement des ventes hors Europe</b>								
BPF Algérie	DZ	2	98	PSA Financial Holding B.V.	IG	100	IG	100
BPF Pazarlama A.H.A.S.	TR	100	-		IG	100	IG	100
Stellantis Leasing Services Co.,Ltd	CN	-	100	PSA Finance Nederland B.V.	IG	100	IG	100
Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Fin. e Inv. S.A.	BR	100	-		IG	100	IG	100
<b>Assurance</b>								
Stellantis Services Ltd	MT	100	-		IG	100	IG	100
Stellantis Insurance Ltd	MT	0,01	99,99	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
Stellantis Life Insurance Ltd	MT	0,01	99,99	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
Stellantis Insurance Manager Ltd	MT	-	100	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U.	AR	100	-		IG	100	IG	100
Stellantis Corretora de Seguros E Serviços LTDA	BR	-	100	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
<b>Autres sociétés</b>								
PSA Finance Nederland B.V.	NL	-	100	PSA Financial Holding B.V.	IG	100	IG	100
PSA Financial Holding B.V.	NL	100	-		IG	100	IG	100
<b>Coentreprises</b>								
<b>Partenariats en Europe :</b>								
- avec Santander Consumer Finance								
Stellantis Financial Services Belux	BE	-	50	Banque Stellantis France	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A.	ES	50	-		MEE	50	MEE	50
Banque Stellantis France	FR	50	-		MEE	50	MEE	50
Crédipar	FR	-	50	Banque Stellantis France	MEE	50	MEE	50
CLV	FR	-	50	Crédipar	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Italia S.P.A.	IT	50	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Renting S.P.A.	IT	-	50	Stellantis Financial Services Italia S.P.A.	MEE	50	MEE	50
Stellantis Insurance Europe Ltd	MT	-	50	Stellantis Services Ltd	MEE	50	MEE	50
Stellantis Life Insurance Europe Ltd	MT	-	50	Stellantis Services Ltd	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Nederland B.V.	NL	-	50	Banque Stellantis France	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o.	PL	50	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Consumer Financial Services Polska sp. z o.o.	PL	-	50	PSA Finance Polska Sp.zo.o.	MEE	50	MEE	50
- avec BNP Paribas Personal Finance								
Opel Finance S.A.	CH	-	50	Stellantis Bank S.A	-	-	MEE	50
Stellantis Bank S.A	FR	50	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Bank S.A., succursale en Allemagne	DE	-	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Bank S.A., succursale en Autriche	AT	-	-		-	-	MEE	50
Stellantis Financial Services UK Limited	GB	-	50	Stellantis Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Vauxhall Finance plc	GB	-	50	Stellantis Financial Services UK Limited	-	-	MEE	50
<b>Partenariat en Argentine, avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria</b>								
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.	AR	50	-		MEE	50	MEE	50
<b>Entités ad hoc (1)</b>								
- avec Santander Consumer Finance								
FT Auto ABS Belgium Loans 2019 SA	BE	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS Spanish Loans 2018	ES	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS Spanish Loans 2020-1	ES	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS DFP Master Compartment France 2013	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS French Loans Master	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS French Leases Master	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS LT Leases Master	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS German Loans Master	FR	-	-		MEE	-	MEE	50
FCT Auto ABS French Leases 2021 - Fonds G	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian 2018.1 S.r.l.	IT	-	-		MEE	-	MEE	50
Auto ABS Italian Loans 2019	IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Rainbow Loan 2020-1 S.r.l.	IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Rainbow Loan S.r.l.	IT	-	-		MEE	50	MEE	50

Auto ABS Spanish Loans 2022-1	ES	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Stella Loans 2023-1 S.R.L.	IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS French Leases 2023	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS French Loans 2024	FR	-	-		MEE	50	-	-
Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. 2024-1	IT	-	-		MEE	50	-	-
Auto ABS Spanish Loans 2024-1	ES	-	-		MEE	50	-	-
Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. 2024-2	IT	-	-		MEE	50	-	-
<b>- avec BNP Paribas Personal Finance</b>								
Ecarat 10 Germany	FR	-	-		MEE	50	MEE	50
Ecarat 10 plc	GB	-	-		MEE	-	MEE	50
Ecarat 11 plc	GB	-	-		MEE	50	MEE	50
Ecarat 12 plc	GB	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS UK Loans plc	GB	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS UK Loans 2019 - Fonds 4	GB	-	-		MEE	-	MEE	50
FT Auto ABS German Lease Master 2019	DE	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS German VAC 2021	DE	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS German Lease Master 2021	DE	-	-		MEE	50	MEE	50
E-Carat DE SA 2024-1	DE	-	-		MEE	50	-	-
Public Auto Loans 2024	GB	-	-		MEE	50	-	-

(1) cf. Note 8.2 Informations détaillées sur les Partenariats - Coentreprises.

## Note 2 PRINCIPES COMPTABLES

En application du Règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, Stellantis Financial Services Europe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne et d'application obligatoire à cette date. Il n'existe pas actuellement de différence matérielle chez Stellantis Financial Services Europe entre les IFRS telles que publiées par l'IASB et telles qu'adoptées dans l'Union européenne, y compris en termes de date d'application obligatoire.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Les normes et interprétations appliquées au 31 décembre 2024 sont identiques à celles appliquées au 31 décembre 2023, complétées par les normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois en 2024.

### Nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC d'application obligatoire à l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Le nouveau texte d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et appliqués par Stellantis Financial Services Europe est le suivant :

#### Amendements à IAS 12 – Réforme fiscale internationale — Modèle de règles du Pilier 2

L'accord de l'OCDE sur le Pilier 2 vise à garantir que les entreprises multinationales paient un taux effectif d'imposition minimum de 15 % par juridiction. De nombreux pays ont lancé des procédures législatives nationales pour promulguer ces règles d'imposition minimum mondiale. En décembre 2023, les Pays-Bas ont adopté une législation relative au Pilier 2 qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Les Pays-Bas étant la juridiction de Stellantis NV, la société mère ultime de Stellantis Financial Services Europe, les règles néerlandaises du Pilier 2 sont en vigueur pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2024. D'autres juridictions dans lesquelles Stellantis NV opère ont adopté une législation nationale sur le Pilier 2 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, y compris la France.

Stellantis Financial Services Europe a procédé à une évaluation de l'impact de la législation française des règles du Pilier 2 et de la législation locale de ses filiales sur ses opérations. Cette évaluation a notamment consisté à analyser si les juridictions dans lesquelles Stellantis Financial Services Europe opère ont un taux effectif d'imposition Pilier 2 inférieur à 15 % et à analyser les juridictions dans lesquelles Stellantis Financial Services Europe bénéficie d'incitations fiscales pour évaluer si ces règles peuvent entraîner une compensation de tout ou partie des incitations fiscales sous la forme d'un impôt complémentaire au niveau de Stellantis NV au titre du Pilier 2.

Cette évaluation a permis de conclure à un impact non significatif de la législation « Pilier 2 » sur l'impôt dont est redevable Stellantis Financial Services Europe du fait que parmi les entités constitutives de ce groupe, seules les entités maltaises sont soumises, dans leur juridiction, à un taux d'imposition effectif inférieur à 15 %, avec un impact marginal.

Stellantis Financial Services Europe applique l'exception temporaire obligatoire à la comptabilisation et à la fourniture d'informations relative aux actifs et passifs d'impôt différé rattachés aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 de l'OCDE, conformément aux Amendements à IAS 12 – Réforme fiscale internationale — Modèles de règles du Pilier 2 publiés en mai 2023 et adoptés par la Commission européenne en novembre 2023.

### Nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC non applicables obligatoirement dans l'Union européenne à l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Les nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC non applicables obligatoirement dans l'Union européenne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont sans impact significatif pour Stellantis Financial Services Europe.

### Format des états financiers

En l'absence de modèle de présentation imposé par le référentiel IFRS, la présentation des états de synthèse consolidés de Stellantis Financial Services Europe est largement inspirée de la Recommandation de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2022-01 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales. Cette Recommandation a été adoptée

le 8 avril 2022 par le Collège de l'ANC pour répondre aux exigences de présentation liées à la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance*. Cette recommandation s'est substituée à la Recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017. Elle est applicable depuis la date de première application de la norme IFRS 17, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la société Stellantis Financial Services Europe et des sociétés françaises et étrangères composant Stellantis Financial Services Europe, selon les principes de consolidation exposés dans « Méthodes de consolidation » au paragraphe A.1 ci-après.

Les comptes individuels sociaux de Stellantis Financial Services Europe et de ses filiales sont établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays d'activité et sont, pour des raisons d'homogénéité, retraités avant d'être consolidés.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes B à H ci-dessous.

Les entreprises liées correspondent aux entités ayant entre elles les liens suivants : contrôle exclusif, contrôle conjoint et influence notable conformément à la définition précisée par IAS 24 R.

Les comptes consolidés annuels de Stellantis Financial Services Europe ainsi que les notes annexes afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du XX février 2025.

## **A. Principes de consolidation**

### **A.1 Méthodes de consolidation**

Conformément à IFRS 10, les sociétés sur lesquelles Stellantis Financial Services Europe détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. C'est le cas également pour les sociétés détenues conjointement à 50 %, pour lesquelles la prise de décisions financières et opérationnelles est du ressort ultime de Stellantis Financial Services Europe.

Conformément à IAS 28, les sociétés dans lesquelles Stellantis Financial Services Europe détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % du capital et exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

### **A.2 Elimination des transactions internes**

En application d'IFRS 10, les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du groupe ainsi que les opérations elles-mêmes (y compris les produits, les charges et les dividendes), sont éliminés.

Selon IAS 28.28, les profits ou les pertes découlant de transactions « d'amont » et « d'aval » entre un investisseur et une entreprise associée/coentreprise ne sont comptabilisés dans les états financiers de l'investisseur qu'à concurrence des intérêts des investisseurs non liés dans cette entreprise associée ou cette coentreprise.

Concernant la question de l'élimination des profits ou des pertes découlant de transactions entre coentreprises/entreprises associées, IAS 28 est muette.

Aussi une interprétation de la norme est-elle appliquée, selon laquelle l'investisseur respecte les exigences d'IAS 28 et d'IFRS 10 par analogie et élimine sa quote-part de tout profit ou perte non réalisé(e). Dans la pratique, cela revient à ne reconnaître que le profit ou la perte multipliée par le produit des pourcentages de détention dans les deux entités.

### **A.3 Participations dans les entreprises mises en équivalence**

Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition.

Le poste « Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence » du compte de résultat enregistre la quote-part du résultat net des entreprises comptabilisées selon cette méthode.

### **A.4 Conversion des états financiers libellés en devises**

A la clôture de l'exercice, les bilans des sociétés étrangères sont convertis aux cours de clôture communiqués par la Banque Centrale Européenne (BCE). Les éléments des comptes de résultat des sociétés étrangères sont convertis, mois par mois, au cours moyen de chaque mois, à l'exception de l'Argentine. Pour ce pays, dont l'économie est considérée en hyperinflation, les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de clôture.

Les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés directement dans l'écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

### A.5 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. En application de cette norme d'une part, et de la réglementation qui s'impose aux banques françaises d'autre part, les opérations libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan en devises étrangères sont réévalués en juste valeur au cours de clôture de la BCE. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat, sur la ligne « Opérations de change ».

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change, comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période. L'impact en résultat, qui compense celui des opérations décrites précédemment, est constaté sur la ligne « Opérations de change ». En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

### A.6 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IAS / IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en notes annexes sur les actifs et passifs éventuels. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du groupe et de l'expérience passée.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants réels définitifs peuvent s'avérer différents de ceux précédemment estimés.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses font l'objet de revues périodiques ; les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées, conformément à la norme IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- identification d'indices de perte de valeur des titres mis en équivalence basée généralement sur la valeur d'utilité issue des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats ;
- évaluation des titres de participation mis en équivalence ;
- juste valeur des actifs et passifs à la juste valeur par résultat ;
- valeur recouvrable des prêts et créances sur la clientèle ;
- écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ;
- actifs d'impôts différés ;
- valeur d'utilité des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilisation ;
- provisions ;
- engagements de retraite.

### A.7 Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

#### Evaluation et comptabilisation des dérivés, comptabilisation de couverture

A la date d'entrée en vigueur d'IFRS 9 – *Instruments financiers* le 1<sup>er</sup> janvier 2018, Stellantis Financial Services Europe a fait le choix de continuer d'appliquer le dispositif relatif à la comptabilité de couverture d'IAS 39.

Les principes de comptabilisation en juste valeur des instruments dérivés, des actifs ou de certains passifs financiers à la juste valeur par résultat, ainsi que la traduction comptable de la méthode de couverture sont détaillés dans le paragraphe C. Actifs et passifs financiers ci-après. Les principes d'évaluation à la juste valeur sont appliqués conformément à la norme IFRS 13.

#### Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux pour les mettre en harmonie avec les principes comptables retenus pour la consolidation, ainsi que certains reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux ou qui sont liés aux écritures de consolidation, peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat retraité. Conformément à la norme IAS 12 – *Impôts sur le résultat*, ces différences donnent lieu, sous réserve de perspectives réelles d'utilisation dans un horizon raisonnable, à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés et sont déterminées en application de la méthode du report variable. Les déficits fiscaux donnent lieu, sous la même réserve, à constatation d'un actif d'impôts différés sur déficits lorsque leur recouvrabilité est probable.

Aucune provision n'est reconnue au titre des impôts différés concernant les bénéfices non distribués des filiales, coentreprises ou entreprises associées du fait que le groupe ne saurait être contraint de matérialiser les différences temporaires sur les résultats non distribués, dans la mesure où ce n'est aucunement prévu dans un futur prévisible. De plus, les impôts courants sont reconnus dès lors que les dividendes à recevoir sont certains et votés par l'Assemblée générale des actionnaires.

## B. Immobilisations

### B.1 Immobilisations corporelles

Selon la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties linéairement sur les durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

- Constructions	10 à 60 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

L'amortissement est calculé sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles.

La durée d'utilité de ces actifs est revue, et fait l'objet d'un ajustement si nécessaire, à chaque date d'arrêté comptable.

Suite à l'entrée en vigueur d'IFRS 16 – *Contrats de location* à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, tout contrat de location s'analyse par le preneur comme l'acquisition d'un droit d'utilisation d'un actif, pendant la durée du contrat, en contrepartie de l'obligation de payer les loyers.

En conséquence, dès l'origine, Stellantis Financial Services Europe en tant que preneur comptabilise ce droit d'utilisation qui est amorti sur la durée du contrat. En contrepartie, une dette de location est reconnue en autres passifs financiers. Les loyers versés se présentent comme des échéances de remboursement, intégrant une part de capital et une part d'intérêts en compte de résultat. Ainsi, la charge annuelle de location (amortissement et intérêts de la période) est décroissante sur la durée du contrat.

### B.2 Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*, les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

### B.3 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, la valeur des écarts d'acquisition est examinée au moins une fois par an, ainsi qu'à l'apparition de tout indice révélateur de perte de valeur.

### B.4 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée dans le cas du groupe aux écarts d'acquisition, et seulement dans le cas où l'actif en question est significatif.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) et les écarts d'acquisition sont affectés à l'UGT concernée. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs nets de trésorerie actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée pour la différence et imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

## C. Actifs et passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 adoptée par la Commission européenne en novembre 2016, par le biais du Règlement (UE) 2016/2067.

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 9, Stellantis Financial Services Europe a choisi comme élément déclencheur de la comptabilisation au bilan la date de transaction. En conséquence, lorsqu'un délai sépare la date de transaction (i.e. engagement) de la date de règlement, l'achat ou la vente de titres fait l'objet d'une comptabilisation au bilan (cf. fin du paragraphes C.2 ci-après).

Depuis 2013, Stellantis Financial Services Europe comptabilise des dépôts à vue de la clientèle en « Dettes envers la clientèle ».

## C.1 Instruments dérivés – méthode de couverture

### C.1.1 Principes d'enregistrement des dérivés et des couvertures

Tous les instruments dérivés sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. Sauf exception relative à la couverture, détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux ou du change ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable dans les conditions restrictives suivantes :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée également a posteriori, à chaque date d'arrêté comptable.

L'application de la comptabilité de couverture a pour conséquence :

- dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur, la partie couverte des éléments d'actifs ou de passifs est corrigée à concurrence de la variation de sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat, où elle est neutralisée pour la part efficace de la couverture par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture. Dans les états financiers, ces corrections de valeur des actifs et passifs financiers couverts sont positionnées dans les postes « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », respectivement à l'actif pour les encours de crédit couverts, au passif pour les dettes couvertes. Conformément à IAS 39.92, l'ajustement réalisé au titre de la variation de juste valeur imputable à l'élément couvert fait l'objet d'un amortissement au compte de résultat lorsqu'il porte sur la valeur comptable d'un portefeuille d'éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt et comptabilisé au coût amorti. Cet amortissement sur la durée résiduelle moyenne du portefeuille couvert débute lorsque l'élément couvert cesse d'être ajusté des variations de juste valeur attribuables au risque couvert (c'est-à-dire lors de l'arrêt de la comptabilité de couverture). Ceci est appliqué pour Stellantis Financial Services Europe et ses filiales, tandis que ce sont les modalités d'application des partenaires qui s'imposent dans les sociétés mises en équivalence.
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie en capitaux propres. Les montants enregistrés en capitaux propres sont ultérieurement repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation en résultat des éléments couverts.

La part inefficace de la variation de valeur des instruments de couverture, quelle que soit la stratégie retenue, est systématiquement enregistrée au compte de résultat.

### C.1.2 Présentation des dérivés dans les états financiers

Au bilan :

- la juste valeur des dérivés est présentée pour son montant net d'intérêts courus non échus ;
- la juste valeur positive des dérivés utilisés à des fins de couverture est présentée à l'actif dans le poste « Instruments dérivés de couverture », le même poste au passif enregistre la juste valeur négative des dérivés de couverture ;
- les dérivés non utilisés à des fins de couverture sont présentés dans les postes « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » en cas de juste valeur positive ; en cas de juste valeur négative, ils sont présentés en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Dans le compte de résultat :

- l'effet en résultat des variations de valeur des dérivés de couverture, utilisés en stratégie de couverture de juste valeur, est présenté dans la même catégorie que celui des éléments couverts ;
- la part inefficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux futurs de trésorerie est également enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture » ;
- l'effet en résultat des variations de valeur des dérivés non utilisés à des fins de couverture, est positionné en « Trading », exception faite :
- des dérivés utilisés en couverture économique des placements de la trésorerie, dont la variation de valeur est enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur des titres avec option juste valeur » ;
- des dérivés utilisés en couverture économique de certaines dettes comptabilisées en juste valeur par résultat, dont la variation de valeur est enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur du refinancement avec option juste valeur ».

La norme IFRS 13 implique de présenter les techniques d'évaluation des actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur, ainsi que les hiérarchies de celles-ci (niveaux 1, 2 ou 3).

Les techniques d'évaluation doivent maximiser l'utilisation de données observables sur le marché. Ces techniques sont classées selon une hiérarchie à trois niveaux (par ordre décroissant de priorité) qui reprend celle d'IFRS 7 pour les instruments financiers :

- niveau 1 : prix coté (sans ajustement) sur un marché actif pour un instrument identique ;

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix.

- niveau 2 : évaluation utilisant uniquement des données observables sur un marché actif pour un instrument similaire ;

- niveau 3 : évaluation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable.

Les évaluations dans le bilan sont de niveaux 1 ou 2, signalées dans les notes annexes concernées. Seule la note spécifique sur la « Juste valeur des actifs et passifs financiers » utilise des techniques d'évaluation de niveau 3, dont la description détaillée est donnée dans la Note 19.

## **C.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat correspondent notamment aux placements des liquidités.

Ces titres sont évalués selon l'option de juste valeur : les variations de juste valeur des titres sont comptabilisées en résultat et corrigées par les variations de juste valeur des swaps couvrant économiquement ces titres, le cas échéant. Une partie des liquidités est également constituée de parts d'OPCVM : elles ne sont pas consolidables au regard des critères de contrôle ou de détention de la majorité des risques et avantages (cf. IFRS 10 – *Etats financiers consolidés* et l'amendement IAS 27 – *Etats financiers individuels*).

Sont également enregistrés en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » :

- les valeurs positives des autres instruments dérivés non utilisés à des fins de couverture au sens de la norme IAS 39 ;
- les titres à recevoir, dès la date de transaction.

## **C.3 Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

Ce poste intègre les dettes financières ayant fait l'objet d'une option pour une comptabilisation à la juste valeur par résultat. Cette option est exercée ponctuellement dans le but d'améliorer la présentation des états financiers en permettant de rendre symétriques les variations de valeur de dérivés couvrant économiquement le risque de taux de ces dettes, et la variation de valeur de ces mêmes dettes. Les variations de valeur de ces dettes intègrent alors celles du spread émetteur de Stellantis Financial Services Europe. Au 31 décembre 2024, il n'y a pas de dette en option juste valeur.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat enregistrent également les valeurs négatives des dérivés non utilisés à des fins de couverture au sens de la norme IAS 39, ce qui est le cas notamment des swaps de taux couvrant économiquement les actifs ou les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

## **C.4 Prêts et créances sur la clientèle**

Les différentes catégories de clientèle sont présentées dans le paragraphe F. Information sectorielle ci-après.

Les encours de crédit à la clientèle sont répartis par type de financement :

- Les financements regroupant les natures de crédit suivantes, telles que définies par la réglementation bancaire française :

Vente à crédit,  
Location avec option d'achat,  
Location longue durée.

Les financements ci-dessus mentionnés sont essentiellement à destination des segments de clientèle suivants :

- Client final :

- o Retail (particuliers, petites entreprises ou entreprises de taille plus importante, ne répondant pas aux critères des portefeuilles Corporate, Souverains, Banques et Administrations locales),
- o Corporate et assimilés (qui regroupent les portefeuilles Corporate hors réseau, Souverains, Banques et Administrations locales),
- et accessoirement à destination du segment Corporate réseau.

- Les financements de stocks de véhicules ou de pièces de rechange, tels que définis par la réglementation bancaire française.

Les financements ci-dessus mentionnés sont essentiellement à destination du segment Corporate réseau.

- Les autres créances (crédits à l'équipement, crédits revolving, etc...) et comptes ordinaires de la clientèle.

### **C.4.1 Valorisation des encours au coût amorti**

Les encours de crédit figurant au bilan correspondent à l'engagement financier net de Stellantis Financial Services Europe. Ainsi, le capital restant dû des créances sur la clientèle, majoré des créances rattachées et hors effet de l'application de la comptabilité de couverture (cf. paragraphe C.4.3 ci-après), intègre également :

- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits, qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques ainsi que les frais de dossier restant à étaler, qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit-bail, qui viennent minorer les encours de crédit.

Cette valorisation des encours au coût amorti représente la meilleure estimation de l'exposition maximale au risque de contrepartie sur ce poste.

Les produits d'intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel tiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

#### C.4.2 Crédit-bail et location longue durée

Conformément aux normes IFRS 16 – *Contrats de location* et IFRS 9 – *Instruments financiers*, en dehors des véhicules de démonstration loués dans le cadre du nouveau modèle de distribution « New Retailer Model », les véhicules loués à la clientèle sont comptabilisés en substance comme des crédits, car Stellantis Financial Services Europe ne détient pas les risques et avantages liés à la propriété du véhicule.

Les loyers et amortissements relatifs à ces immobilisations sont ainsi retraités afin de présenter l'ensemble de ces opérations comme des encours de crédit.

Les véhicules de démonstration loués dans le cadre du nouveau modèle de distribution « New Retailer Model » sont classés en location simple en raison du non-transfert des risques et avantages inhérents à la propriété des véhicules. Cette qualification tient également compte de la durée des contrats, nettement inférieure à la durée de vie économique des véhicules.

En application d'IAS 16 – *Immobilisations corporelles*, les véhicules faisant l'objet de contrats de location simple sont comptabilisés comme des immobilisations corporelles, à l'actif du bilan pour leur valeur brute, nette du cumul des amortissements et dépréciations. Les amortissements sont calculés sur une base amortissable correspondant à la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle en fin de contrat et sont rapportés au résultat de manière linéaire sur la durée restante du contrat. La valeur résiduelle est estimée en date d'acquisition et est revue à minima chaque trimestre. Les dépréciations sont déterminées et comptabilisées conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*. Au compte de résultat, les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location.

#### C.4.3 Couverture du risque de taux des encours de crédit

Les encours de crédit font majoritairement l'objet de couvertures les immunisant contre le risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture, dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur, entraîne la correction de la valeur de la partie couverte des encours, par contrepartie du résultat (cf. paragraphe C.1.1 Principes d'enregistrement des couvertures ci-avant).

#### C.4.4 Dépréciations sur les encours de crédit

Les dépréciations sont isolées dans des postes spécifiques.

Les différentes catégories de clientèle sont présentées dans le paragraphe F. Information sectorielle ci-après.

Conformément à la norme IFRS 9, les encours de crédit font l'objet d'une dépréciation pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses) dès la date de première comptabilisation.

Les instruments financiers concernés sont classés en trois catégories (« stages ») dépendant de l'évolution de la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale.

Stellantis Financial Services apprécie, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté selon la méthodologie décrite dans la première partie de la présente note. L'analyse de l'évolution du risque de crédit conduit Stellantis Financial Services Europe à classer ses opérations par niveau de risque.

Une dépréciation est enregistrée sur les encours de chacun de ces stages suivant les modalités présentées ci-dessous :

##### Stage 1 :

Il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est comptabilisée, pour ces encours, à hauteur des pertes attendues à un an. Les produits d'intérêts relatifs à ces encours sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

##### Stage 2 :

Les encours sains, pour lesquels est constatée une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, sont transférés en stage 2. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité). Les produits d'intérêts se rapportant à ces encours sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

##### Stage 3 :

Les encours dits « dépréciés » au sens de la norme IFRS 9 sont classés en stage 3. Il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. La dépréciation ou la



provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.

#### **Passages en pertes :**

Les procédures de Stellantis Financial Services Europe prévoient le passage en pertes des créances Retail présentant 48 mois, 36 mois ou 24 mois d'impayés, en fonction du type de financement et du pays concernés, ainsi que des créances Corporate dès lors qu'un crédit est considéré comme irrécouvrable. La perte est constatée dès les comptes sociaux. La dépréciation antérieurement comptabilisée est reprise en résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité en « Coût du risque » au compte de résultat.

### **C.5 Dettes financières**

La comptabilisation initiale des dettes traduit la ressource financière nette perçue. Ainsi, outre le principal des dettes contractées, majoré des intérêts courus, y sont intégrés :

- les frais d'émission, de courtage ou de montage,
- les différentes formes de primes d'émission ou de remboursement.

Les charges d'intérêts comptabilisées correspondent au coût actuariel tiré des flux de trésorerie à rembourser, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

#### **C.5.1 Couverture du risque de taux des dettes financières**

Les dettes financières couvertes par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. La valeur de ces dettes est corrigée de la variation de valeur de leur partie couverte, par contrepartie du compte de résultat, neutralisant ainsi les variations de juste valeur des instruments de couverture, dans la mesure de leur efficacité (cf. paragraphe C.1.1 Principes d'enregistrement des couvertures, ci-avant).

### **D. Activités d'assurance**

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance, qui a remplacé la norme transitoire IFRS 4, a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Depuis sa publication, elle a fait l'objet de nombreux échanges entre les différentes parties prenantes et le normalisateur. Le règlement européen d'adoption de la norme IFRS 17 a été publié le 23 novembre 2021.

IFRS 17 est entrée en vigueur de manière obligatoire pour l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

La date de transition à IFRS 17 est donc le 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour les besoins du bilan d'ouverture de la période comparative requise par la norme. Stellantis Financial Services Europe avait appliqué l'amendement IFRS 4 : *Contrats d'assurance* – exemption provisoire d'application d'IFRS 9 lui permettant de bénéficier de la prolongation de l'exemption de l'application de la norme IFRS 9 – *Instruments financiers* pour ses entités du domaine de l'assurance, afin d'aligner la date d'entrée en vigueur de cette dernière sur celle de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* à venir, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ses premiers états financiers reflétant l'application de cette norme ont été ceux au 30 juin 2023.

La norme IFRS 17 pose les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et indique les informations à fournir concernant les contrats d'assurance dans le champ d'application de la norme. La définition d'un contrat d'assurance n'a pas été modifiée par rapport à IFRS 4, à l'exception de l'appréciation du risque d'assurance important qui doit s'effectuer sur la base d'une valeur actuelle.

Une entité doit appliquer la norme IFRS 17 aux :

- contrats d'assurance (y compris les contrats de réassurance) qu'elle émet ;
- contrats de réassurance qu'elle détient ;
- contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire qu'elle émet, à condition qu'elle émette aussi des contrats d'assurance.

Selon IFRS 17, un ensemble ou une série de contrats d'assurance conclus avec une même contrepartie ou avec des contreparties qui lui sont liées peut exercer, ou être destiné à exercer, un effet commercial d'ensemble. La norme prévoit qu'il peut par conséquent être nécessaire, pour pouvoir communiquer la substance de ces contrats, de traiter l'ensemble ou la série collectivement. Après revue des contrats des entités d'assurance, aucune combinaison de contrats n'a été jugée nécessaire.

Concernant la séparation des composantes d'un contrat d'assurance, aucun dérivé incorporé, aucune composante investissement distincte, aucune promesse de fournir au titulaire de police des biens distincts ou des services distincts autres que les services prévus au contrat d'assurance n'ont été identifiés.

Les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe qui sont dans le champ de la norme IFRS 17 sont :

- deux sociétés maltaises intégrées globalement : Stellantis Insurance Ltd, Stellantis Life Insurance Ltd. L'effet de l'application d'IFRS 17 à l'entité PCA Compañía de Seguros S.A. étant non significatif pour Stellantis Financial Services Europe, la norme n'a pas été appliquée à cette société ;
- deux sociétés maltaises mises en équivalence : Stellantis Insurance Europe Ltd et Stellantis Life Insurance Europe Ltd.

En application de la nouvelle norme IFRS 17, les contrats d'assurance sont évalués selon une méthode fondée sur une estimation des flux futurs de trésorerie rattachés à l'exécution des engagements de l'assureur (« fulfilment value »).

Trois modèles sont définis dans la norme.

Dans le modèle général de base dit « GMM – General Measurement Model » ou « BBA – Building Block Approach », l'évaluation des contrats fondée sur la valeur de réalisation des passifs chez le détenteur du portefeuille repose sur trois composantes :

- des flux de trésorerie futurs attendus au titre du contrat (y compris entre autres les flux sur les primes, les prestations, les frais) pondérés par leur probabilité et actualisés pour tenir compte de la valeur temps de l'argent ;
- une marge pour risque qui représente la marge/compensation que demanderait un acteur du marché pour couvrir l'incertitude sur les flux de trésorerie futurs ; et
- une marge de service contractuelle (« CSM – Contractual Service Margin ») représentant le profit non acquis au titre du contrat.

Le modèle « PAA – Premium Allocation Approach » ou « approche par répartition de la prime », une approche simplifiée, a été introduite et peut être retenue sur option dès lors que :

- la période de couverture du contrat d'assurance au moment de la comptabilisation initiale n'excède pas un an (au sens de la frontière des contrats définie par IFRS 17) ; ou
- si l'application de la méthode simplifiée représente une approximation raisonnable des évaluations obtenues selon le modèle général de base.

Selon cette approche, lors de l'évaluation initiale, l'évaluation du passif d'assurance est égale à la prime reçue lors de la comptabilisation initiale, minorée des frais d'acquisition (sauf si le choix a été fait de comptabiliser les frais d'acquisition directement en charges). Lors des évaluations ultérieures, l'évaluation initiale des passifs d'assurance est ajustée en ajoutant les primes reçues et en soustrayant le montant de revenu comptabilisé en résultat au titre de la couverture d'assurance de la période. Lors de la survenance des sinistres, les passifs d'assurance au titre des sinistres survenus sont évalués de la même manière que celle prescrite par le modèle général.

Enfin, avec le modèle adapté dit « VFA - Variable Fee Approach », l'IASB a décidé d'adapter le modèle général pour certains contrats participatifs en introduisant une approche dite « commissions variables ».

Cette approche concerne les contrats participatifs dits « directs » qui répondent aux critères suivants :

- les termes contractuels prévoient que l'assuré participe à une quote-part d'éléments sous-jacents clairement identifiés ;
- l'entité s'attend à payer une part substantielle du rendement obtenu sur la juste valeur des éléments sous-jacents à l'assuré ;
- l'entité s'attend à ce qu'une part substantielle des montants versés à l'assuré varie en fonction des variations de juste valeur des éléments sous-jacents.

Aucun des contrats d'assurance émis ne sont participatifs donc ce troisième modèle n'est pas appliqué chez Stellantis Financial Services Europe. Les modèles d'évaluation PAA et GMM sont utilisés par les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe, dont les contrats d'assurance peuvent être répartis comme suit :

- les contrats directement éligibles au modèle PAA en raison d'une période de couverture d'un an ou moins ;
- les contrats non directement éligibles au modèle PAA en raison d'une période de couverture supérieure à un an parmi lesquels :

- o les contrats identifiés comme éligibles au modèle PAA à la suite des tests d'éligibilité (aucun au 31 décembre 2024) ;
- o les contrats identifiés comme non éligibles au modèle PAA à la suite de l'évaluation du management consécutif à ux tests d'éligibilité, et pour lesquels le modèle GMM sera appliqué.

En ce qui concerne le niveau d'agrégation des contrats, l'« unité de compte » (aussi appelée « cohorte » ou « groupes ») sous IFRS 17 repose sur trois dimensions :

- les portefeuilles de contrats qui comportent des risques similaires et sont gérés ensemble ;
- les niveaux de profitabilité du portefeuille permettant notamment d'isoler les contrats déficitaires ;
- les cohortes annuelles qui consistent à ne pas regrouper, au sein de la même « unité de compte », des contrats émis à plus d'un an d'intervalle. Les contrats d'assurance des entités d'assurance maltaises sont divisés en portefeuilles, puis subdivisés par niveau de rentabilité et enfin en cohortes annuelles.

Les principales autres modalités d'application d'IFRS 17 au niveau de Stellantis Financial Services Europe sont présentées ci-dessous :

- composition de la meilleure estimation pondérée par les probabilités des flux de trésorerie d'exécution : les flux de trésorerie comprennent les primes, une estimation des sinistres, les frais d'acquisition (pour les contrats évalués selon le modèle GMM) et les charges directement attribuables à la fourniture de services d'assurance ;
- taux d'actualisation : les entités dans le champ d'application d'IFRS 17 ont le choix de comptabiliser l'impact de changements des taux d'actualisation en résultat net ou de le ventiler entre le résultat net et les autres éléments du résultat global. Le choix a été fait de comptabiliser l'impact de changements des taux d'actualisation en résultat net étant donné que la majorité des actifs financiers des entités maltaises sont évalués à la juste valeur. Le taux d'actualisation est déterminé selon l'approche ascendante (« bottom-up approach ») ;
- ajustement au titre du risque non financier : selon IFRS 17, « l'entité doit ajuster l'estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour refléter l'indemnité qu'elle exige pour la prise en charge de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie qui est

engendrée par le risque non financier. » La méthodologie utilisée pour déterminer l'ajustement au titre du risque non financier est la « Tail Value at Risk ». Le niveau de confiance utilisé pour déterminer cet ajustement est le 80<sup>ème</sup> centile.

- marge sur services contractuels : elle est définie par IFRS 17 comme la composante de la valeur comptable de l'actif ou du passif afférente à un groupe de contrats d'assurance, qui représente le profit non acquis que l'entité comptabilise à mesure qu'elle fournit les services prévus aux contrats d'assurance de ce groupe. A chaque période, l'entité comptabilise en résultat net un montant de la marge sur services contractuels du groupe de contrats d'assurance pour représenter les services prévus aux contrats d'assurance fournis au titre de ce groupe au cours de la période. La marge sur services contractuels et sa reconnaissance en compte de résultat sont calculées sur la base des unités de couverture au niveau des cohortes. Les unités de couverture sont définies selon le produit, en estimant l'ampleur d'un sinistre à tout moment au cours de la durée de vie du contrat ;

- traitement des frais d'acquisition : l'entité peut choisir de comptabiliser les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition en charges au moment où elle engage ces coûts pour les contrats d'assurance évalués selon le modèle PAA, ou les amortir sur la période de couverture. Les entités maltaises ont choisi de comptabiliser les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition en charges au moment où ces coûts sont engagés étant donné sa plus grande simplicité opérationnelle et son impact non significatif en compte de résultat ;

- valeur temps de l'argent : selon IFRS 17, pour les contrats éligibles au modèle PAA, l'entité n'est pas tenue d'ajuster la valeur comptable du passif au titre de la couverture restante pour refléter la valeur temps de l'argent et l'effet du risque financier si, au moment de la comptabilisation initiale, elle s'attend à ce que le temps qui s'écoule, pour chaque partie des services, entre le moment où elle fournit la partie des services en question et la date d'échéance de la prime qui s'y rattache n'excède pas un an. Pour les contrats comptabilisés selon le modèle PAA, les entités maltaises ne calculent pas d'intérêts capitalisés sur le passif au titre de la couverture restante dans ces situations ;

- reconnaissance du revenu : selon IFRS 17, pour les contrats comptabilisés selon le modèle PAA, l'entité doit répartir le montant des encaissements de primes attendus entre les périodes de services prévus aux contrats d'assurance :

- o en fonction de l'écoulement du temps ; mais

- o si le rythme attendu de dégagement du risque au cours de la période de couverture diffère considérablement du rythme d'écoulement du temps, en fonction de l'échéancier suivant lequel elle s'attend à engager les charges afférentes aux activités d'assurance. Il n'y a pas de groupes de contrats qui ont été identifiés où le modèle de dégagement du risque diffère de manière significative du rythme d'écoulement du temps. En d'autres termes, il n'y a pas de saisonnalité au niveau des sinistres.

Par conséquent, pour les groupes de contrats évalués dans le cadre du modèle PAA, le rythme de reconnaissance du revenu est proportionnel au rythme d'écoulement du temps (c'est-à-dire linéaire).

En ce qui concerne l'identification et la gestion des risques d'assurance, l'adoption d'IFRS 17 n'a pas modifié l'identification et la gestion des contrats d'assurance par les entités d'assurance par Stellantis Financial Services Europe. Le principal risque d'assurance de tout contrat d'assurance est la possibilité que l'événement assuré se produise et l'incertitude quant au montant de la réclamation qui en résulte. De par la nature même d'un contrat d'assurance, ce risque est fortuit. Les termes et conditions des contrats définissent les bases de détermination de la responsabilité des entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe en cas de survenance de l'événement assuré.

Pour un portefeuille de contrats d'assurance où la théorie des probabilités est appliquée à la tarification et au provisionnement, le principal risque auquel les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe sont confrontées dans le cadre de leurs contrats d'assurance est que les sinistres réels et les paiements de prestations dépassent la valeur comptable de leurs passifs d'assurance. Cela peut se produire parce que la fréquence ou la gravité des sinistres est supérieure à celle estimée. Les événements d'assurance sont aléatoires ; et le nombre réel de réclamations peut varier d'une année à l'autre par rapport aux estimations établies à l'aide de techniques statistiques.

L'expérience montre que plus le portefeuille de contrats d'assurance similaires est important, plus la variabilité du résultat attendu est faible. De plus, un portefeuille plus diversifié est de manière générale moins susceptible d'être affecté par un changement dans un sous-ensemble du portefeuille. Les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe sont présentes dans un certain nombre d'activités d'assurance et évaluent leur exposition au niveau de chaque activité ; cependant, elles mettent davantage l'accent sur l'évaluation de l'ensemble des activités d'assurance. La stratégie de souscription des entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe consiste à diversifier le type de risque d'assurance accepté et au sein de chaque catégorie ; elles cherchent à atteindre une population à risque suffisamment large afin de réduire la variabilité du résultat attendu. Les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe opèrent également dans plusieurs pays d'Europe.

Stellantis Financial Services Europe présente ses comptes d'après le format proposé par la Recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2022-01 du 8 avril 2022, selon les modalités suivantes :

- au compte de résultat, les postes additionnels relatifs aux activités d'assurance exercées sont présentés au sein du Produit Net Bancaire. En particulier, les charges générales d'exploitation directement rattachables aux contrats d'assurance sont présentées au sein du Produit Net Bancaire ;

- au bilan, les postes spécifiques aux activités d'assurance exercées sont créés. S'agissant des placements des activités d'assurance, Stellantis Financial Services Europe n'a pas retenu leur présentation dans un poste distinct de l'actif mais leur ventilation dans les catégories comptables de l'activité bancaire.

En termes de dispositions transitoires, l'application d'IFRS 17 est dans son principe rétrospective, avec néanmoins des mesures de simplification possibles lorsque les informations pour une approche totalement rétrospective ne sont pas disponibles à la date de première application, suivant les critères indiqués dans la norme. Stellantis Financial Services Europe a opté pour l'approche rétrospective complète.

A la date de transition (c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> janvier 2022), les entités maltaises comptabilisaient en capitaux propres, sur une base nette, toute différence entre les montants comptabilisés selon IFRS 4 et les autres normes applicables et IFRS 17. Comme expliqué ci-dessus, IFRS 17 diffère de IFRS 4 sur plusieurs aspects. Deux des différences les plus importantes concernent la notion de CSM et les unités de couverture respectives, et l'évaluation des contrats dans le champ d'application conformément à la norme IFRS 17, ce qui a entraîné une augmentation des capitaux

propres, principalement en raison de la suppression des marges de risque. Conformément à la norme, Stellantis Financial Services Europe présente des informations comparatives pour l'exercice 2022. Stellantis Financial Services Europe a évalué l'impact de la première application d'IFRS 17 sur ses états financiers consolidés. L'ajustement total (après impôt) du solde du total des capitaux propres se traduit par une augmentation de 24 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et de 20 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Comme mentionné, Stellantis Financial Services Europe a retraité les informations comparatives sur l'adoption de la norme IFRS 17 et le résultat après impôt de 2022 a diminué de 4 millions d'euros en conséquence.

L'amendement publié par l'IASB le 9 décembre 2021 sur la présentation des actifs financiers dans l'information comparative permettait, sur option, d'appliquer les principes d'IFRS 9 à l'ensemble des actifs financiers de l'exercice comparatif 2022, y compris ceux décomptabilisés pendant l'exercice comparatif. Stellantis Financial Services Europe n'a pas pris cette option. Cependant, les entités maltaises ont appliqué l'approche simplifiée lors de la transition d'IAS 39 à IFRS 9 et, comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 9 et d'IFRS 17, elles ont appliqué la superposition de classement à tous les actifs financiers comptabilisés au 1<sup>er</sup> janvier 2022. De plus, comme le permettent ces dispositions transitoires, les entités maltaises ont décidé de ne pas appliquer les exigences de dépréciation d'IFRS 9 pour les périodes comparatives et, par conséquent, le modèle de dépréciation d'IAS 39 est toujours applicable aux périodes comparatives. Compte tenu de cela, les entités maltaises ont décidé d'appliquer le modèle de dépréciation d'IFRS 9 à compter de la date d'application initiale.

La mise en œuvre d'IFRS 9 au niveau des entités maltaises a un impact limité en termes de classement et d'évaluation, étant donné que :

- les instruments de dette détenus, classés en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sous IAS 39, restent évalués au coût amorti sous IFRS 9. Le modèle général de dépréciation d'IFRS 9 avec une approche selon trois catégories (« stages ») est appliqué.

Les OPCVM sont évalués à la juste valeur par résultat

## E. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas de restructuration, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution. Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs.

## F. Information sectorielle

En application d'IFRS 8, Stellantis Financial Services Europe a identifié les quatre segments suivants, en convergence avec le dispositif prudentiel (portefeuilles dits « Bâle II ») :

- Client final :

- Retail : ce segment fait essentiellement référence à la clientèle des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

- Corporate et assimilés : ce segment fait référence à toute :

- société appartenant à un groupe multinational ou dont l'encours global dépasse un seuil fixé par pays (Corporate hors réseau),
- clientèle émanant directement d'une structure étatique ou gouvernementale (Souverains),
- entreprise bancaire ou entreprise d'investissement soumise à un dispositif de surveillance et de réglementation par les autorités de tutelle bancaire (Banques),
- administration régionale ou locale (Administrations locales).

- Corporate réseau : ce segment fait référence aux réseaux propres ou indépendants des marques STELLANTIS, aux importateurs de véhicules neufs des marques STELLANTIS de certains pays, ainsi qu'à certains marchands de véhicules d'occasion.

- Assurance et services : ce segment fait référence :

- aux prestations de services d'assurance réalisées par les captives d'assurance à leur holding maltaise, l'entité d'assurance en Argentine ainsi qu'à l'activité de propre assureur en Belgique et aux Pays-Bas ;
- aux autres prestations de services commercialisées par les sociétés de financement.

Une ventilation par segment des principaux postes du bilan et du compte de résultat est donnée dans la Note Information sectorielle.

## G. Engagements de retraite

Les engagements de retraite du groupe sont localisés dans les entités mises en équivalence. Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond à ces cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice. Les engagements de retraite du groupe sont essentiellement localisés dans les entités mises en équivalence.

Conformément à la norme IAS 19 – *Avantages du personnel*, dans le cadre des régimes de prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite,
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de rotation du personnel.

Pour les principaux régimes, ces évaluations sont effectuées deux fois par an pour les clôtures semestrielles et annuelles, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts actuariels sont comptabilisés en « Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres », qui sont non recyclables dans le compte de résultat.

En cas de modification des avantages accordés par un régime, les effets des changements de régimes de retraite postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2012 sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « Résultat d'exploitation ».

Ainsi, pour chaque plan à prestations définies, le groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

En outre, en cas d'obligation minimum de financement imposée par la loi ou par un règlement de plan de retraite, lorsque le groupe n'a pas un droit inconditionnel à remboursement sur les fonds au sens de l'interprétation IFRIC 14, le plafonnement de l'actif s'en trouve affecté. Que le plan soit en déficit ou en surplus, une provision complémentaire est comptabilisée au titre de la quote-part non disponible de la valeur actualisée des contributions minima afférentes à des services passés qui, une fois payées, après avoir comblé le déficit constaté au sens de la norme IAS 19, donneraient lieu à un surplus excédant le plafond déterminé conformément à cette norme.

Ainsi, la charge nette de l'exercice des retraites à prestations définies correspond à la somme :

- du coût des services rendus et passés (en Résultat d'exploitation, en « Charges générales d'exploitation Personnel ») ;
- de la charge de désactualisation de l'engagement, nette du produit de rendement des actifs de couverture du plan (en Résultat hors exploitation, en « Produits ou Charges des engagements sociaux »).

Ces deux composantes (désactualisation et rendement des actifs) sont déterminées sur la base du taux d'actualisation des engagements ;

- et de la variation de la provision IFRIC 14 éventuelle (en Résultat hors exploitation, en « Produits ou Charges des engagements sociaux »).

## H. Engagements par signature

Conformément aux exigences de la norme IFRS 9, les engagements irrévocables donnés ou reçus par les sociétés du groupe sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur (engagements de financement irrévocables donnés à la clientèle, qui correspondent à la période entre la promesse de financement faite au client et la mise en place effective du crédit ; engagements de garantie ; autres engagements reçus ou donnés...). Les conditions de ces engagements étant proches des conditions de marché, leur juste valeur est nulle.

Les dépréciations des engagements de financement ou de garantie sont enregistrées en provisions. Ces engagements par signature sont repris pour leur montant nominal dans la Note 20 – Autres engagements.

Les engagements représentatifs des instruments financiers à terme de taux ou de change sont traités au paragraphe C.1 ci-avant et sont présentés en valeur nominale dans la Note 17 – Instruments financiers à terme.

**Note 3 Caisse, banques centrales**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Caisse	-	-
Banques centrales (1)	894	632
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France	-	-
<b>Total</b>	<b>894</b>	<b>632</b>

(1) Les dépôts sur les comptes de banques centrales font partie de la réserve de liquidité de Stellantis Financial Services Europe (cf. Note 19.2).

**Note 4 Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Actifs financiers comptabilisés en juste valeur par résultat</b>	<b>97</b>	<b>107</b>
- Titres de placement	97	88
- OPCVM (1)	97	88
- OPCVM détenues par les sociétés d'assurance	97	88
- dont créances rattachées	3	2
- Certificats de dépôt, bons du Trésor et Obligations	-	19
- dont obligations détenues par les sociétés d'assurance	-	2
<b>Total</b>	<b>97</b>	<b>107</b>

La juste valeur des titres de placement est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2), à l'exception des placements en OPCVM réévalués à la valeur de liquidation publiée (niveau 1).

La juste valeur des titres de participations est estimée à la valeur de la dernière transaction, qui correspond à l'acquisition de ces titres. Dans les cas où des pertes durables sont anticipées, une dépréciation est constatée.

**Note 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti**

Ventilation créances à vue / à terme

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Créances à vue</b>	<b>114</b>	<b>166</b>
- Comptes ordinaires débiteurs	61	107
- dont affectés à la réserve de liquidité (1)	61	107
- dont détenus par les sociétés d'assurance	45	30
- dont entreprises liées	7	7
- Comptes et prêts financiers au jour le jour (1)	53	59
<b>Créances à terme</b>	<b>611</b>	<b>623</b>
- Prêts subordonnés (2)	391	434
- dont entreprises liées	391	434
- Autres créances à terme	220	189
- dont entreprises liées	150	120
- dont détenues par les sociétés d'assurance	70	69
<b>Créances rattachées</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
- dont entreprises liées	4	4
<b>Total</b>	<b>729</b>	<b>793</b>

(1) La part des comptes ordinaires débiteurs et des comptes et prêts financiers au jour le jour affectée à la réserve de liquidité et les créances à terme qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie font partie de la réserve de liquidité de Stellantis Financial Services Europe (cf. Note 19.2).

(2) En 2023, Stellantis Financial Services Europe a accordé des prêts subordonnés :

- En février 2023, pour un montant de 105 millions d'euros, à la co-entreprise française en partenariat avec Santander Consumer Finance ;

- En avril et juillet 2023, pour un montant de 105 millions d'euros, aux co-entreprises allemande et autrichienne en partenariat avec BNP Paribas PF.

- En décembre 2023, pour un montant de 45 millions d'euros, à la co-entreprise française en partenariat avec Santander Consumer Finance ; En 2024, Stellantis Financial Services Europe a accordé des prêts subordonnés :

- En décembre 2024, pour un montant de 25 millions d'euros, à la co-entreprise française en partenariat avec Santander Consumer Finance ;

## Note 6 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

### 6.1 Ventilation des prêts et créances par type de financement

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Vente à crédit</b>	<b>1 342</b>	<b>445</b>
<b>Location avec option d'achat (1)</b>	<b>-</b>	<b>116</b>
- Capital restant dû et intérêts à recevoir	-	116
<b>Eléments intégrés au coût amorti des prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>(62)</b>	<b>3</b>
- Etalement des coûts d'acquisition	15	3
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(77)	-
<b>Total des créances au coût amorti</b>	<b>1 280</b>	<b>564</b>

(1) Les prêts et créances sur la clientèle de Stellantis Leasing Services Co.,Ltd, pour un montant de 173 millions d'euros au 31 décembre 2024, font l'objet d'un reclassement en actifs destinés à être cédés comme indiqué dans la note 1

### 6.2 Ventilation des prêts et créances par segment

Pour 2024

<i>(En millions d'euros)</i>	Segment IFRS 8	Corporate Réseau (A - cf renvoi B Note 22.1)	Client final		Total au 31.12.2024
			Retail (B - cf renvoi A Note 22.1)	Corporate et assimilés (C - cf renvoi C Note 22.1)	
<b>Type de financement</b>					
Vente à crédit		-	1 338	4	1 342
Location avec option d'achat		-	-	-	-
Eléments intégrés au coût amorti		-	(62)	-	(62)
<b>Total des encours par segment IFRS 8</b>		-	<b>1 276</b>	<b>4</b>	<b>1 280</b>

Pour 2023

<i>(En millions d'euros)</i>	Segment IFRS 8	Corporate Réseau (A - cf renvoi B Note 22.1)	Client final		Total au 31.12.2023
			Retail (B - cf renvoi A Note 22.1)	Corporate et assimilés (C - cf renvoi C Note 22.1)	
<b>Type de financement</b>					
Vente à crédit		6	432	7	445
Location avec option d'achat		-	98	18	116
Eléments intégrés au coût amorti		-	3	-	3
<b>Total des encours par segment IFRS 8</b>		<b>6</b>	<b>533</b>	<b>25</b>	<b>564</b>

### 6.3 Ventilation par devise

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Créances nettes</b>		
BRL	1 280	445
CNY	-	119
<b>Total</b>	<b>1 280</b>	<b>564</b>

## 6.4 Echéanciers

## Pour 2024

<i>(En millions d'euros)</i>	non réparti	0 à 3 mois	3 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total au 31.12.2024
<b>Vente à crédit</b>	<b>6</b>	<b>136</b>	<b>136</b>	<b>264</b>	<b>799</b>	<b>1</b>	<b>1 342</b>
Créances brutes	30	136	136	264	799	1	1 366
Dépréciations	(24)	-	-	-	-	-	(24)
<b>Location avec option d'achat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Créances brutes	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
<b>Eléments intégrés au coût amorti</b>	<b>(62)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(62)</b>
<b>Total créances nettes</b>	<b>(56)</b>	<b>136</b>	<b>136</b>	<b>264</b>	<b>799</b>	<b>1</b>	<b>1 280</b>
Créances brutes	30	136	136	264	799	1	1 366
Dépôts de garantie	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	(24)	-	-	-	-	-	(24)
Eléments intégrés au coût amorti	(62)	-	-	-	-	-	(62)

## Pour 2023

<i>(En millions d'euros)</i>	non réparti	0 à 3 mois	3 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total au 31.12.2023
<b>Vente à crédit</b>	<b>-</b>	<b>233</b>	<b>146</b>	<b>16</b>	<b>50</b>	<b>-</b>	<b>445</b>
Créances brutes	13	233	146	16	50	-	458
Dépréciations	(13)	-	-	-	-	-	(13)
<b>Finance lease</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>29</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>116</b>
Créances brutes	2	19	20	29	48	-	118
Dépréciations	(2)	-	-	-	-	-	(2)
<b>Eléments intégrés au coût amorti</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Total créances nettes</b>	<b>3</b>	<b>252</b>	<b>166</b>	<b>45</b>	<b>98</b>	<b>-</b>	<b>564</b>
Créances brutes	15	252	166	45	98	-	576
Dépôts de garantie	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	(15)	-	-	-	-	-	(15)
Eléments intégrés au coût amorti	3	-	-	-	-	-	3

## Note 7 Comptes de régularisation et actifs divers

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Débiteurs divers</b>	<b>53</b>	<b>52</b>
- Entreprises liées	40	34
- dont activités d'assurance	13	10
- Hors groupe	13	18
- dont activités d'assurance	8	10
<b>Dividendes à recevoir des coentreprises</b>	<b>39</b>	<b>16</b>
- dont activités d'assurance	37	14
<b>Etat et autres organismes sociaux</b>	<b>45</b>	<b>41</b>
- dont activités d'assurance	36	38
<b>Produits à recevoir</b>	<b>17</b>	<b>6</b>
- Entreprises liées	6	6
- Hors groupe	11	-
- dont activités d'assurance	8	(2)
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
- dont activités d'assurance	2	2
<b>Autres comptes de régularisation</b>	<b>11</b>	<b>17</b>
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	11	17
- dont activités d'assurance	-	-
<b>Total</b>	<b>168</b>	<b>142</b>



## Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence

### 8.1 Participations

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>A l'ouverture</b>	<b>3 080</b>	<b>2 882</b>
Variation de périmètre	-	(21)
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	(100)	92
Quote-part du résultat net	325	401
Distribution de dividendes	(220)	(234)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	23	(45)
Variations liées à l'hyperinflation (1)	7	5
<b>A la clôture</b>	<b>3 115</b>	<b>3 080</b>
- dont écart d'acquisition	-	-

La valorisation des titres de participation des entités mises en équivalence dans le cadre des partenariats n'est pas sujet à dépréciation au 31 décembre 2024. En effet, aucun indice de perte de valeur n'est apparu depuis le 31 décembre 2023.

### Tableau de variation par zones géographiques

<i>(En millions d'euros)</i>	Partenariat avec	Europe		Brésil	Chine		Argentine	Total
		Santander Consumer Finance	BNP Paribas Personal Finance	Santander	Dongfeng Peugeot Citroën	dont écart d'acquisition (2)	Banco Bilbao Vizcaya Argentaria	
<b>Au 31 décembre 2022 retraité</b>		<b>2 091</b>	<b>718</b>	<b>25</b>	<b>37</b>	-	<b>11</b>	<b>2 882</b>
Variation de périmètre		(288)	331	(27)	(37)	-	-	(21)
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves		88	4	-	-	-	-	92
Quote-part du résultat net		312	87	2	1	-	(1)	401
Distribution de dividendes		(228)	(5)	(1)	-	-	-	(234)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2	(39)	1	(1)	-	(8)	(45)
Variations liées à l'hyperinflation (1)		-	-	-	-	-	5	5
<b>Au 31 décembre 2023</b>		<b>1 977</b>	<b>1 096</b>	-	-	-	<b>7</b>	<b>3 080</b>
Variation de périmètre		-	-	-	-	-	-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves		(97)	(3)	-	-	-	-	(100)
Quote-part du résultat net		228	96	-	-	-	1	325
Distribution de dividendes		(90)	(130)	-	-	-	-	(220)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(2)	27	-	-	-	(2)	23
Variations liées à l'hyperinflation (1)		-	-	-	-	-	7	7
<b>Au 31 décembre 2024</b>		<b>2 016</b>	<b>1 086</b>	-	-	-	<b>13</b>	<b>3 115</b>

(1) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de -13 millions d'euros sur le résultat net (dont -7 millions d'euros part des minoritaires), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (dont +7 millions d'euros part des minoritaires).

### 8.2 Informations détaillées sur les Partenariats - Coentreprises

Les informations qui suivent sont données dans le cadre d'IFRS 12 :

#### 8.2.1 Partenariat avec Santander Consumer Finance en Europe

#### 8.2.2 Partenariat avec BNP Paribas Personal Finance en Europe

#### 8.2.3 Partenariat avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine

La plupart des coentreprises mises en place dans le cadre des accords de partenariats avec Santander Consumer Finance et avec BNP Paribas Personal Finance ont procédé et procèdent à des opérations de titrisation. Les revenus perçus par les coentreprises comprennent l'essentiel des risques et avantages de ces fonds. En conséquence, elles consolident les fonds, qui se retrouvent ainsi indirectement mis en équivalence dans les comptes consolidés de Stellantis Financial Services Europe

#### 8.2.1 Partenariat avec Santander Consumer Finance en Europe

Le partenariat en Europe a démarré en février 2015 en France (FR) et au Royaume-Uni (UK) et a été étendu chronologiquement dans les pays suivants : en mai 2015 à Malte (MT) ; en octobre 2015 en Espagne (ES) ; en janvier 2016 en Italie (IT) ; en février 2016 aux Pays-Bas (NL) ; en mai 2016 en Belgique (BE) ; en juillet 2016 en Autriche (AT) et en Allemagne (DE) et en octobre 2016 en Pologne (PL).

Suite à la réorganisation de la configuration des activités de financement de Stellantis en Europe de 2023, les activités des pays Allemagne, Autriche et Royaume-Uni ont été repris par le partenaire BNP Paribas Personal Finance en Europe

**Pourcentage de mise en équivalence : 50 %**

Informations financières à 100 % des comptes IFRS regroupés de ces entités

## Eléments de Bilan

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Prêts et créances sur la clientèle	30 523	30 946
Autres postes de l'Actif	6 820	5 137
<b>Total de l'actif</b>	<b>37 343</b>	<b>36 083</b>
Dettes de refinancement	23 216	24 212
Autres postes du Passif	10 094	7 917
Capitaux propres	4 033	3 954
<b>Total du passif</b>	<b>37 343</b>	<b>36 083</b>

## Eléments de Résultat

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Produits bruts des activités bancaires, d'assurances et autres services	3 382	3 251
Charges des activités bancaires, d'assurances et autres services	(2 234)	(2 051)
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>1 148</b>	<b>1 200</b>
Charges générales d'exploitation et assimilées	(353)	(361)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>795</b>	<b>839</b>
Coût du risque	(113)	(33)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>682</b>	<b>806</b>
Eléments hors exploitation	(32)	56
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>650</b>	<b>862</b>
Impôt sur les bénéfices	(193)	(238)
<b>Résultat net</b>	<b>457</b>	<b>624</b>

## Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (1)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	dont écarts de conversion
<b>Au 31 décembre 2022 retraité</b>	<b>4 181</b>	<b>50 %</b>	<b>2 091</b>	<b>(1 262)</b>	-	<b>829</b>	<b>(35)</b>
Variation de périmètre	(577)		(288)	255		(33)	32
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	177		88	(95)		(7)	-
Résultat net de la période (2)	624		312	-		312	-
Distribution de dividendes	(455)		(228)	-		(228)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4		2	-		2	2
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>3 954</b>	<b>50 %</b>	<b>1 977</b>	<b>(1 102)</b>	-	<b>875</b>	<b>(1)</b>
Variation de périmètre	-		-	-		-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	(193)		(97)	98		1	-
Résultat net de la période	457		228	-		228	-
Distribution de dividendes	(180)		(90)	-		(90)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(5)		(2)	-		(2)	2
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>4 033</b>	<b>50 %</b>	<b>2 016</b>	<b>(1 004)</b>	-	<b>1 012</b>	<b>1</b>

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe et Stellantis Services Ltd.

## Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2 016	1 977
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 016</b>	<b>1 977</b>
Capitaux propres		
- Valeur historique des titres détenus (1)	1 004	1 102
- Réserves consolidées - part du groupe	1 012	875
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	228	312
<b>Total du passif</b>	<b>2 016</b>	<b>1 977</b>

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe et Stellantis Services Ltd.

**8.2.2 Partenariat avec BNP Paribas Personal Finance en Europe**

Le partenariat avec BNP Paribas Personal Finance a débuté en novembre 2017 et concerne principalement les pays suivants : France (FR), Belgique (BE), Suisse (CH), Allemagne (DE), Royaume-Uni (UK), Italie (IT), Espagne (ES), Pays-Bas (NL) et Autriche (AT).

Suite à la réorganisation de la configuration des activités de financement de Stellantis en Europe de 2023, les activités des pays Espagne et Italie ont été repris par le partenaire Santander Consumer Finance en Europe

Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS regroupés de ces entités

**Eléments de Bilan**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Prêts et créances sur la clientèle	18 095	17 347
Autres postes de l'Actif	2 371	3 243
<b>Total de l'actif</b>	<b>20 466</b>	<b>20 590</b>
Dettes de refinancement	11 874	13 403
Autres postes du Passif	6 421	4 995
Capitaux propres	2 171	2 192
<b>Total du passif</b>	<b>20 466</b>	<b>20 590</b>

**Eléments de Résultat**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Produits bruts des activités bancaires, d'assurances et autres services	1 726	1 635
Charges des activités bancaires, d'assurances et autres services	(1 198)	(1 127)
<b>Produit Net Bancaire (1)</b>	<b>528</b>	<b>508</b>
Charges générales d'exploitation et assimilées	(232)	(237)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>296</b>	<b>271</b>
Coût du risque	(20)	(28)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>276</b>	<b>243</b>
Eléments hors exploitation (2)	(7)	(16)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>269</b>	<b>227</b>
Impôt sur les bénéfices	(77)	(54)
<b>Résultat net</b>	<b>192</b>	<b>173</b>

(1) Dont -1 million d'euros au 31 décembre 2024 (2 millions d'euros au 31 décembre 2023) liés à l'impact du Price Purchase Allocation : cf. Note 24.2.

(2) Dont -€51 million au 31 décembre 2023 au titre de l'alignement avec le partenaire BNPP PF du calcul de l'amortissement de l'ajustement de la variation de juste valeur imputable au portefeuille d'encours clients couverts contre le risque de taux d'intérêt, sur les couvertures existantes en date de transaction sur le Royaume Uni, l'Allemagne et l'Autriche.

**Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence**

	<b>Capitaux propres avant mise en équivalence</b>	<b>% de mise en équivalence</b>	<b>Quote-part mise en équivalence</b>	<b>Elimination situation nette (1)</b>	<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>Capitaux propres après mise en équivalence</b>	<b>dont écarts de conversion</b>
<i>(En millions d'euros)</i>							
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>1 436</b>	<b>50 %</b>	<b>718</b>	<b>(489)</b>	<b>-</b>	<b>229</b>	<b>(4)</b>
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	19		10			10	-
Variation de périmètre	663		331	(255)		76	(32)
Augmentation/(Diminution) de capital et	9		4	(55)		(51)	-
Résultat net de la période	173		87			87	
Distribution de dividendes	(11)		(5)			(5)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(78)		(39)	-		(39)	8
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>2 192</b>	<b>50 %</b>	<b>1 096</b>	<b>(799)</b>	<b>-</b>	<b>297</b>	<b>(28)</b>

Variation de périmètre	-		-	-		-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	(6)		(3)			(3)	-
Résultat net de la période	192		96			96	
Distribution de dividendes	(261)		(130)			(130)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	54		27	-		27	-
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>2 171</b>	<b>50 %</b>	<b>1 086</b>	<b>(799)</b>	<b>-</b>	<b>287</b>	<b>(28)</b>

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

#### Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

(En millions d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 086	1 096
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 086</b>	<b>1 096</b>
Capitaux propres		
- Valeur historique des titres détenus (1)	799	799
- Réserves consolidées - part du groupe	287	297
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	96	87
<b>Total du passif</b>	<b>1 086</b>	<b>1 096</b>

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

#### 8.2.3 Partenariat avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine

La filiale argentine PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. détenue en partenariat avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria est consolidée par mise en équivalence à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, en cohérence avec l'analyse du contrôle des autres partenariats.

#### Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS.

#### Eléments de Bilan

(En millions d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Prêts et créances sur la clientèle	137	43
Autres postes de l'Actif	8	9
<b>Total de l'actif</b>	<b>145</b>	<b>52</b>
Dettes de refinancement	112	25
Autres postes du Passif	8	13
Capitaux propres	25	14
<b>Total du passif</b>	<b>145</b>	<b>52</b>

#### Eléments de Résultat

(En millions d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Produits bruts des activités bancaires, d'assurances et autres services	55	29
Charges des activités bancaires, d'assurances et autres services	(49)	(29)
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>6</b>	<b>-</b>
Charges générales d'exploitation et assimilées	(5)	(2)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1</b>	<b>(2)</b>
Coût du risque	-	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1</b>	<b>(2)</b>
Eléments hors exploitation	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1</b>	<b>(2)</b>
Impôt sur les bénéfices	-	1
<b>Résultat net</b>	<b>1</b>	<b>(1)</b>

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (2)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	dont écarts de conversion
<i>(En millions d'euros)</i>							
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>22</b>	<b>50 %</b>	<b>11</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>(11)</b>
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2)		(1)	-	-	(1)	(1)
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	-		-	-	-	-	-
Résultat net de la période	(1)		(1)	-	-	(1)	-
Distribution de dividendes	-		-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(17)		(8)	-	-	(8)	(9)
Variations liées à l'hyperinflation	10		5	-	-	5	-
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>14</b>	<b>50 %</b>	<b>7</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>(6)</b>	<b>(20)</b>
Résultat net de la période	1		1	-	-	1	-
Distribution de dividendes	-		-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(3)		(2)	-	-	(2)	(1)
Variations liées à l'hyperinflation (1)	13		7	-	-	7	-
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>25</b>	<b>50 %</b>	<b>13</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(21)</b>

(1) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de -13 millions d'euros sur le résultat net (dont -6 millions d'euros part des minoritaires), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (dont +6 millions d'euros part des minoritaires).

(2) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

## Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Participations dans les entreprises mises en équivalence	13	7
<b>Total de l'actif</b>	<b>13</b>	<b>7</b>
Capitaux propres		
- Valeur historique des titres détenus (1)	13	13
- Réserves consolidées - part du groupe	-	(6)
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	1	(1)
<b>Total du passif</b>	<b>13</b>	<b>7</b>

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

## Note 9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles se répartissent ainsi :

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024			31.12.2023		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5</b>	<b>(3)</b>	<b>2</b>	<b>36</b>	<b>(4)</b>	<b>32</b>
- Terrains et Constructions						
Droit d'usage (1)	1	(1)	-	2	(1)	1
- Véhicules donnés en location	-	-	-	23	-	23
- Autres	4	(2)	2	11	(3)	8
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>437</b>	<b>(273)</b>	<b>164</b>	<b>398</b>	<b>(250)</b>	<b>148</b>
- Logiciels	433	(269)	164	394	(246)	148
- dont logiciels en droit d'usage	6	(3)	3	6	(2)	4
- Autres	4	(4)	-	4	(4)	-
<b>Total</b>	<b>442</b>	<b>(276)</b>	<b>166</b>	<b>434</b>	<b>(254)</b>	<b>180</b>

## Tableau de variation des valeurs brutes

	31.12.2023 Valeur brute Immobilisations	Entrées	Sorties	Autres mouvements (3)	31.12.2024 Valeur brute Immobilisations
<i>(En millions d'euros)</i>					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>36</b>	-	-	<b>(31)</b>	<b>5</b>
- Terrains et Constructions - Droit d'usage (1)	2	-	-	(1)	1
- Véhicules donnés en location	23	-	-	(23)	-
- Autres	11	-	-	(7)	4
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>398</b>	<b>44</b>	<b>(10)</b>	<b>5</b>	<b>437</b>
- Logiciels	394	44	(10)	5	433
- dont logiciels en droit d'usage	6	-	-	-	6
- Autres	4	-	-	-	4
<b>Total</b>	<b>434</b>	<b>44</b>	<b>(10)</b>	<b>(26)</b>	<b>442</b>

## Tableau de variation des amortissements

	31.12.2023 Amortissements Immobilisations	Dotations	Reprises (2)	Autres mouvements	31.12.2024 Amortissements Immobilisations
<i>(En millions d'euros)</i>					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>(4)</b>	<b>(2)</b>	-	<b>3</b>	<b>(3)</b>
- Terrains et Constructions - Droit d'usage (1)	(1)	-	-	-	(1)
- Véhicules donnés en location	-	-	-	-	-
- Autres	(3)	(2)	-	3	(2)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>(250)</b>	<b>(29)</b>	<b>9</b>	<b>(3)</b>	<b>(273)</b>
- Logiciels	(246)	(29)	9	(3)	(269)
- dont logiciels en droit d'usage	(2)	(1)	-	-	(3)
- Autres	(4)	-	-	-	(4)
<b>Total</b>	<b>(254)</b>	<b>(31)</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>(276)</b>

(1) Les terrains et constructions sont évalués conformément à la norme IFRS 16 et contiennent exclusivement le droit d'usage.

(2) Y compris reprises d'amortissements liées aux cessions.

(3) Les immobilisations corporelles y compris les locations opérationnelles de Stellantis Leasing Services Co.Ltd, pour un montant de 24 millions d'euros au 31 décembre 2024, font l'objet d'un reclassement en actifs destinés à être cédés comme indiqué dans la note 1.

## Note 10 Dettes envers les établissements de crédit

## 10.1 Ventilation des dettes à vue/à terme

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Dettes à vue hors groupe</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	1	2
<b>Dettes à terme hors groupe (1)</b>	<b>691</b>	<b>466</b>
- Bancaires classiques	691	466
<b>Dettes rattachées</b>	<b>56</b>	<b>35</b>
<b>Total des dettes au coût amorti</b>	<b>748</b>	<b>503</b>

(1) Les dettes envers les établissements de crédit de Stellantis Leasing Services Co.,Ltd, pour un montant de 107 millions d'euros au 31 décembre 2024, font l'objet d'un reclassement en passifs destinés à être cédés comme indiqué dans la note 1

## 10.2 Ventilation par devise de remboursement

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024		31.12.2023	
	Dettes à vue	Dettes à terme	Dettes à vue	Dettes à terme
EUR	1	-	2	-
CNY	-	-	-	80
BRL	-	691	-	386
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>691</b>	<b>2</b>	<b>466</b>

**10.3 Echancier des Dettes envers les établissements de crédit**

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

	31.12.2024	31.12.2023
	Dettes à terme	Dettes à terme
<i>(En millions d'euros)</i>		
0 à 3 mois	100	51
3 à 6 mois	93	75
6 mois à 1 an	134	65
1 an à 5	364	275
+ 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>691</b>	<b>466</b>

**Note 11 Dettes envers la clientèle****11.1 Ventilation des dettes à vue/à terme**

	31.12.2024	31.12.2023
<i>(En millions d'euros)</i>		
<b>Dettes à vue</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
- Comptes ordinaires		
- Comptes courants des sociétés du réseau	3	1
- Hors groupe	3	1
<b>Dettes à terme (1)</b>	<b>99</b>	<b>22</b>
- Entreprises liées	99	22
<b>Dettes rattachées</b>	<b>2</b>	<b>-</b>
- dont comptes à terme	2	-
<b>Total des dettes au coût amorti</b>	<b>104</b>	<b>23</b>

(1) Les dettes envers la clientèle de Stellantis Leasing Services Co.,Ltd, pour un montant de 23 millions d'euros au 31 décembre 2024, font l'objet d'un reclassement en passifs destinés à être cédés comme indiqué dans la note 1

**11.2 Ventilation des dettes envers la clientèle par devise de remboursement**

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

	31.12.2024		31.12.2023	
	Dettes à vue	Dettes à terme	Dettes à vue	Dettes à terme
<i>(En millions d'euros)</i>				
EUR	3	-	1	-
CNY	-	-	-	22
BRL	-	99		
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>99</b>	<b>1</b>	<b>22</b>

**Note 12 Dettes représentées par un titre****12.1 Analyse par nature**

	31.12.2024	31.12.2023
<i>(En millions d'euros)</i>		
Autres dettes représentées par un titre	310	41
<b>Dettes rattachées</b>	<b>19</b>	<b>7</b>
<b>Total des dettes au coût amorti</b>	<b>329</b>	<b>48</b>

**12.2 Ventilation par devise de remboursement des dettes représentées par un titre**

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

	31.12.2024	31.12.2023
<i>(En millions d'euros)</i>		
BRL	310	41
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>41</b>

La position de change résiduelle de Stellantis Financial Services Europe est présentée dans la Note 16.

**12.3 Echéanciers des dettes représentées par un titre**

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
0 à 3 mois	60	2
3 à 6 mois	29	2
6 mois à 1 an	37	8
1 an à 5	184	29
+ 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>41</b>

**Note 13 Contrats d'assurance émis – Passif****13.1 Mouvement du passif des contrats d'assurance****2024**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>PAA</b>	<b>GMM</b>	<b>Total</b>
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2023</b>	<b>34</b>	<b>52</b>	<b>86</b>
Résultat du service d'assurance	(23)	(6)	(29)
Flux de trésorerie	17	10	27
Charges financières des contrats d'assurance émis	-	1	1
Autre	-	-	-
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2024</b>	<b>28</b>	<b>57</b>	<b>85</b>

**2023**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>PAA</b>	<b>GMM</b>	<b>Total</b>
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2022</b>	<b>34</b>	<b>39</b>	<b>73</b>
Résultat du service d'assurance	(10)	4	(6)
Flux de trésorerie	11	9	20
Charges financières des contrats d'assurance émis	-	1	1
Autre	(1)	(1)	(2)
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2023</b>	<b>34</b>	<b>52</b>	<b>86</b>

**13.2 Mouvement du passif des contrats d'assurance analysé entre le passif pour couverture restante et le passif pour sinistres survenus - PAA****2024**

	<b>Passif pour couverture restante</b>	<b>Composante de perte</b>	<b>Passif pour sinistres survenus (1)</b>	<b>Passif pour sinistres survenus - Ajustement de risque</b>	<b>Total</b>
<i>(En millions d'euros)</i>					
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2023</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>34</b>
Résultat du service d'assurance	(30)	(4)	12	(1)	(23)
Produits d'assurance	(34)	-	(30)	-	(64)
Charges service d'assurance	4	(4)	42	(1)	41
Sinistres survenus et autres charges	-	(7)	35	-	28
Autres charges directement rattachables payées	-	-	3	-	3
Amortissement des flux de trésorerie liés aux acquisitions d'assurance	4	-	-	-	4
Variations liées aux services passés : variation des passifs pour sinistres survenus	-	-	-	(1)	3
Pertes sur contrats déficitaires et reprises de ces pertes	-	3	-	-	3
Composantes d'investissement	-	-	-	-	-
Flux de trésorerie	31	-	(14)	-	17
Primes reçues	38	-	-	-	38
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(7)	-	-	-	(7)
Sinistres	-	-	(10)	-	(10)
Autres charges directement rattachables payées	-	-	(4)	-	(4)
Charges financières des contrats d'assurance émis	-	-	-	-	-
Autre	-	-	-	-	-
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2024</b>	<b>18</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>28</b>

(1) Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs



**2023**

	Passif pour couverture restante	Composante de perte	Passif pour sinistres survenus (1)	Passif pour sinistres survenus - Ajustement de risque	Total
<i>(En millions d'euros)</i>					
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2022</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>34</b>
<b>Résultat du service d'assurance</b>	<b>(14)</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>(2)</b>	<b>(10)</b>
Produits d'assurance	(17)	-	(12)	-	(29)
Charges service d'assurance	3	3	15	(2)	19
Sinistres survenus et autres charges	-	(4)	19	-	15
Autres charges directement rattachables payées	-	-	2	-	2
Amortissement des flux de trésorerie liés aux acquisitions d'assurance	3	-	-	-	3
Variations liées aux services passés : variation des passifs pour sinistres	-	-	-	-	-
survenus	-	-	(6)	(2)	(8)
Pertes sur contrats déficitaires et reprises de ces pertes	-	7	-	-	7
<b>Composantes d'investissement</b>	-	-	-	-	-
<b>Flux de trésorerie</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>11</b>
Primes reçues	18	-	-	-	18
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(3)	-	-	-	(3)
Sinistres	-	-	(2)	-	(2)
Autres charges directement rattachables payées	-	-	(2)	-	(2)
<b>Charges financières des contrats d'assurance émis</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Autre	-	-	(1)	-	(1)
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2023</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>34</b>

(1) Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs

**13.3 Mouvement du passif des contrats d'assurance analysé par composantes - GMM****2024**

	Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement de risque non financier	Marge de services contractuels (1)	Total
<i>(En millions d'euros)</i>				
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2023</b>	<b>10</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>52</b>
<b>Résultat du service d'assurance</b>	<b>19</b>	<b>(13)</b>	<b>(12)</b>	<b>(6)</b>
Variations liées au service futur	6	(10)	(1)	(5)
Evolution des estimations ajustant la marge sur services contractuels	8	-	(8)	-
Modifications des estimations entraînant des pertes sur les contrats	-	-	-	-
déficitaires ou une reprise de ces pertes	4	(12)	-	(8)
Contrats initialement comptabilisés dans la période	(6)	2	7	3
<b>Variations liées au service actuel</b>	<b>10</b>	<b>(4)</b>	<b>(11)</b>	<b>(5)</b>
Marge sur services contractuels reconnue pour les services fournis	-	-	(11)	(11)
Modification de l'ajustement pour risque non financier pour le risque	-	-	-	-
expiré	-	(4)	-	(4)
Ajustements d'expérience - relatifs aux charges de services d'assurance	10	-	-	10
<b>Variations liées au service passé</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>4</b>
<b>Flux de trésorerie</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>
Primes reçues	48	-	-	48
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(14)	-	-	(14)
Sinistres et autres charges payées	(20)	-	-	(20)
Autres charges directement rattachables payées	(4)	-	-	(4)
<b>Charges financières des contrats d'assurance émis</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
Autre	-	-	-	-
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2024</b>	<b>40</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>57</b>

(1) Inclut les nouveau contrats et contrats évalués avec la méthode rétrospective lors de la transition.

2023

	Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement de risque non financier	Marge de services contractuels (1)	Total
<i>(En millions d'euros)</i>				
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2022</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>39</b>
<b>Résultat du service d'assurance</b>	<b>(13)</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>4</b>
<b>Variations liées au service futur</b>	<b>(13)</b>	<b>12</b>	<b>18</b>	<b>17</b>
Evolution des estimations ajustant la marge sur services contractuels	(14)	(3)	16	(1)
Modifications des estimations entraînant des pertes sur les contrats déficitaires ou une reprise de ces pertes	12	4	-	16
Contrats initialement comptabilisés dans la période	(11)	11	2	2
<b>Variations liées au service actuel</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>	<b>(10)</b>	<b>(10)</b>
Marge sur services contractuels reconnue pour les services fournis	-	-	(10)	(10)
Modification de l'ajustement pour risque non financier pour le risque expiré	-	(2)	-	(2)
Ajustements d'expérience - relatifs aux charges de services d'assurance	2	-	-	2
<b>Variations liées au service passé</b>	<b>(2)</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>
<b>Flux de trésorerie</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>
Primes reçues	28	-	-	28
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(12)	-	-	(12)
Sinistres et autres charges payées	(7)	-	-	(7)
Autres charges directement rattachables payées	-	-	-	-
<b>Charges financières des contrats d'assurance émis</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
Autre	-	-	(1)	(1)
<b>Contrats d'assurance émis au 31.12.2023</b>	<b>10</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>52</b>

(1) Inclut les nouveaux contrats et contrats évalués avec la méthode rétrospective lors de la transition.

## Note 14 Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>49</b>	<b>51</b>
- Entreprises liées (1)	45	48
- dont activités d'assurance	2	2
- Hors groupe	4	3
- dont activités d'assurance	2	2
<b>Dettes Financières</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
- dont activités d'assurance	2	3
<b>Etat et autres organismes sociaux</b>	<b>12</b>	<b>8</b>
- dont activités d'assurance	9	6
<b>Charges à payer</b>	<b>28</b>	<b>21</b>
- Entreprises liées	5	2
- dont activités d'assurance	2	-
- Hors groupe	23	19
- dont activités d'assurance	6	4
<b>Autres créiteurs divers</b>	<b>58</b>	<b>32</b>
- Entreprises liées	12	9
- dont activités d'assurance	12	9
- Hors groupe	46	23
- dont activités d'assurance	43	12
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>4</b>	<b>25</b>
- Entreprises liées	-	-
- dont activités d'assurance	-	-
- Hors groupe	4	25
- dont activités d'assurance	-	25
- dont appels de marge reçus sur swaps de couverture	-	-
<b>Autres comptes de régularisation</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
- Hors groupe	2	1
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>142</b>

(1) Il s'agit principalement de refacturations des frais informatiques et de l'assistance technique avec Stellantis Auto SAS.

## Note 15 Provisions

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2023	Variations	Ecart de conversion	31.12.2024
Provisions pour pensions et retraites	-	-	-	-
Provision pour risques fiscaux	1	-	-	1
Provisions pour litiges commerciaux et fiscaux	3	(1)	-	2
Autres provisions	7	(6)	-	1
Total	11	(7)	-	4

## Note 16 Instruments financiers à terme

### Politique du groupe en matière de gestion des risques financiers

(cf. paragraphe " Facteurs de risque et gestion des risques " du rapport de gestion)

#### Risque de taux :

La politique de la banque vise à neutraliser l'effet des variations de taux d'intérêt sur la marge opérationnelle de chaque entité du groupe par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer la convergence effective des structures de taux d'intérêt des actifs et des passifs.

#### Risque de change :

La politique suivie n'autorise que des positions de change opérationnelles limitées. Entité par entité, les actifs et passifs sont adossés par l'utilisation d'instruments financiers appropriés.

#### Risque de contrepartie :

Les risques sont limités aux opérations de placement de liquidité à très court terme avec des contreparties de premier plan. En ce qui concerne le risque de crédit sur la clientèle, se reporter à la Note 22.

Dans le cadre de sa politique de placement, Stellantis Financial Services Europe limite le risque au maximum. Les excédents de liquidité, en dehors de dépôts sur des comptes bancaires et sur les comptes de banques centrales, ont été placés ponctuellement sur des dépôts bancaires d'une maturité inférieure à 3 mois.

### Position de change résiduelle de Stellantis Financial Services Europe consolidée

#### A. Positions de change opérationnelles

La position résiduelle à fin septembre est non significative (-0,4 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre +0,7 millions d'euros à fin 2023).

#### B. Positions de change structurelles

Les positions structurelles (Titres de participation détenus en devises après déductions des provisions pour dépréciations) et les résultats futurs ne font pas l'objet de couverture. La durée de l'activité de la filiale étant indéterminée par définition, toute couverture représenterait une position nette ouverte

<i>(En millions d'euros)</i>	ARS	CNY	PLN	BRL	TOTAL
Position de change au 31.12.2024	-	68	17	158	243
Rappel de la position au 31.12.2023	-	65	17	70	152

La position de change structurelle des titres de participation des filiales argentine, et brésilienne est basée sur l'évolution des devises respectives des pays.

## Note 17 Echéanciers et risques de liquidité

La gestion du risque de liquidité est décrite dans le paragraphe " Sécurité de la liquidité " du rapport de gestion.

Les échéanciers, pour les deux postes concernés, sont donnés dans la note 6.4 pour les Prêts et créances sur la clientèle et dans la note 10.3 pour les Dettes envers les établissements de crédit.

**Covenants**

Stellantis Financial Services Europe et Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Fin. e Inv. S.A. détiennent des facilités de crédit engagées inutilisées à hauteur de 60 millions d'euros et 117 millions d'euros.

Ces facilités bancaires ne portent pas de covenants ou de restrictions excédant les pratiques de marchés, avec toutefois les deux éléments notables suivants pouvant entraîner leur annulation :

- la perte de la détention directe ou indirecte par Stellantis de la majorité des actions de Stellantis Financial Services Europe ;
- la perte par Stellantis Financial Services Europe de son statut bancaire.

**Note 18 Juste valeur des actifs et passifs financiers**

<b>(En millions d'euros)</b>	<b>Juste valeur</b>		<b>Valeur au bilan</b>	
	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Actif</b>				
Caisse, banques centrales	894	632	894	632
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)(2)	97	107	97	107
Instruments dérivés de couverture (1)	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Titres au coût amorti	18	-	18	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti (3)(4)	752	805	729	793
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti (5)	1 265	556	1 280	564
<b>Passif</b>				
Banques centrales	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat (1)	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture (1)	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit (6)	750	503	748	503
Dettes envers la clientèle (3)	108	23	104	23
Dettes représentées par un titre (6)	322	48	329	48

A l'exception des prêts et créances sur la clientèle, des prêts subordonnés et des dettes représentées par un titre, la valeur au bilan est conservée : dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2), à l'exception des OPCVM réévalués à la valeur de liquidation publiée (niveau 1).

(1) Les instruments comptabilisés à la juste valeur par résultat, ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor,...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne.

(2) Les titres de participation non consolidés, comptabilisés en " Actifs financiers à la juste valeur par résultat " depuis le 01 janvier 2018, ont une juste valeur estimée à la valeur de la dernière transaction, qui correspond à l'acquisition des titres. Dans les cas où des pertes durables sont anticipées, une dépréciation est constatée.

(3) Hormis les prêts subordonnés, les prêts et créances sur les établissements de crédit, ainsi que les dettes envers la clientèle, sont à court terme et principalement à taux révisable, et ont en conséquence une juste valeur proche de leur coût amorti.

Conformément à la norme IFRS 13, le processus de détermination de la juste valeur est détaillé ci-après :

- au paragraphe (4) pour les prêts subordonnés ;
- au paragraphe (5) pour les prêts et créances sur la clientèle ;
- au paragraphe (6) pour les dettes.

(4) Les prêts subordonnés sont comptabilisés au coût amorti et ne font pas l'objet de couverture.

La juste valeur présentée ci-dessus représente essentiellement l'évolution du risque propre de Stellantis Financial Services Europe sur les marchés financiers. Cette juste valeur est déterminée en valorisant sur la base d'informations recueillies auprès de nos partenaires financiers. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

(5) Les prêts et créances sur la clientèle sont évalués au bilan au coût amorti.

La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en actualisant les flux futurs au taux moyen clientèle des trois derniers mois. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

(6) Les dettes de financement sont comptabilisées au coût amorti. Les dettes couvertes par des swaps de taux d'intérêts font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. L'application de la comptabilité de couverture entraîne l'ajustement de la valeur des dettes, sur la base du taux de refinancement sans risque actualisé. Le montant de cet écart de réévaluation a été cumulé au coût amorti dans la valeur au bilan.

La juste valeur présentée ci-dessus représente essentiellement l'évolution du risque propre de Stellantis Financial Services Europe sur les marchés financiers. Elle est déterminée selon les deux cas suivants :

- Pour la dette représentée par un titre, en valorisant sur la base des cotations disponibles sur le marché (niveau 1).
- Pour la dette envers les établissements de crédit, en valorisant sur la base des informations recueillies auprès de nos partenaires financiers. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

## Note 19 Autres engagements

### 19.1 Autres engagements

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)	177	183
<b>Engagements de garantie</b>		
Garanties données en faveur d'établissements de crédit	500	575
Garanties données en faveur de la clientèle	-	2
- Stellantis Financial Services Europe	-	2
<b>Autres engagements reçus</b>		
Titres reçus en garantie	-	25
<i>(1) Il s'agit de lignes de crédit confirmées non tirées. (cf. Note 19.2)</i>		

Stellantis Financial Services Europe ne comptabilise pas les garanties reçues des clients, et n'en tient pas compte dans ses calculs d'exposition au risque de crédit.

### 19.2 Sécurité financière

La sécurité financière de Stellantis Financial Services Europe correspond à la réserve de liquidité et aux lignes de crédit confirmées non tirées.

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Réserve de liquidité</b>	<b>1 008</b>	<b>798</b>
- Dépôts sur les comptes de banques centrales (cf. Note 3)	894	632
- OPCVM qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie (cf. Note 4)	-	-
- Comptes ordinaires débiteurs (cf. Note 5)	61	107
- Comptes et prêts financiers au jour le jour (cf. Note 5)	53	59
<b>Lignes de crédit confirmées non tirées</b>	<b>177</b>	<b>183</b>
- Lignes de crédit bilatérales revolving (1)	177	183
<b>Total</b>	<b>1 185</b>	<b>981</b>
<i>(1) Constituent des engagements reçus de financement, principalement à long terme.</i>		

## Note 20 Intérêts et produits au coût amorti

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Ventes à crédit</b>	<b>155</b>	<b>23</b>
- dont entreprises liées	-	-
<b>Location avec option d'achat</b>	<b>15</b>	<b>12</b>
- dont entreprises liées	-	-
<b>Financement de stocks aux Réseaux</b>	<b>-</b>	<b>4</b>
- dont entreprises liées	-	3
<b>Rémunérations des apporteurs</b>	<b>(16)</b>	<b>(4)</b>
- Vente à crédit	(11)	(1)
- Location avec option d'achat	(5)	(3)
- Location longue durée	-	-
- dont entreprises liées	-	-
<b>Autres coûts d'acquisition</b>	<b>(4)</b>	<b>(1)</b>
<b>Intérêts sur comptes ordinaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Intérêts sur engagements de garantie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>34</b>

## Note 21 Charges générales d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Frais de personnel</b>	<b>(22)</b>	<b>(12)</b>
- Rémunérations	(18)	(10)
- Charges sociales	(3)	(1)
- Intéressement et participation	(1)	(1)
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>	<b>(18)</b>	<b>(14)</b>
- Charges externes	(164)	(149)
- dont entreprises liées	(155)	(142)
- Refacturation	146	135
- dont entreprises liées	145	135
<b>Total</b>	<b>(40)</b>	<b>(26)</b>

Les informations concernant la rémunération des principaux dirigeants sont données dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise.

Répartition géographique des charges générales d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Code ISO pays :		
AR	(2)	(1)
FR	7	5
MT	(11)	(16)
BR	(27)	(7)
TR	(2)	(3)
CN	(5)	(4)
<b>Total</b>	<b>(40)</b>	<b>(26)</b>

## Note 22 Coût du risque

### 22.1 Coût du risque et évolution de l'encours

	31.12.2023	Production nette et écart de conversion (1)	Coût du risque au 31.12.2024	Bilan au 31.12.2024
<i>(En millions d'euros)</i>				
<b>Retail</b>				
Créances stage 1	518	803	-	1 321
Créances stage 2	13	4	-	17
Créances stage 3	14	18	(8)	24
Dépôts de garantie	(1)	1	-	-
<b>Encours brut</b>	<b>544</b>	<b>826</b>	<b>(8)</b>	<b>1 362</b>
Dépréciations créances stage 1	(2)	-	(10)	(12)
Dépréciations créances stage 2	-	(2)	(1)	(3)
Dépréciations créances stage 3	(14)	10	(5)	(9)
<b>Dépréciations</b>	<b>(16)</b>	<b>8</b>	<b>(16)</b>	<b>(24)</b>
<b>Éléments intégrés au coût amorti</b>	<b>5</b>	<b>(69)</b>	<b>2</b>	<b>(62)</b>
<b>Encours net (A - cf. renvoi B de la Note 6.2)</b>	<b>533</b>	<b>765</b>	<b>(22)</b>	<b>1 276</b>
Coût du risque Retail			(22)	
<b>Corporate réseaux</b>				
Créances stage 1	5	(5)	-	-
Créances stage 2	1	(1)	-	-
Créances stage 3	-	-	-	-
<b>Encours brut</b>	<b>6</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dépréciations	-	-	-	-
Éléments intégrés au coût amorti	-	-	-	-
<b>Encours net (B - cf. renvoi A de la Note 6.2)</b>	<b>6</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Récupérations sur créances amorties			-	
<b>Coût du risque Corporate réseaux</b>			-	
Corporate et assimilés				
Créances stage 1	26	(22)	-	4
Créances stage 2	-	-	-	-

Créances stage 3	-	-	-	-
<b>Encours brut</b>	<b>26</b>	<b>(22)</b>	-	<b>4</b>
Dépréciations créances stage 1	(1)	1	-	-
Dépréciations créances stage 2	-	-	-	-
Dépréciations créances stage 3	-	-	-	-
<b>Dépréciations</b>	<b>(1)</b>	<b>1</b>	-	-
<b>Eléments intégrés au coût amorti</b>	-	-	-	-
<b>Encours net (C - cf. renvoi C de la Note 6.2)</b>	<b>25</b>	<b>(21)</b>	-	<b>4</b>
Récupérations sur créances amorties			-	
<b>Coût du risque Corporate et assimilés</b>			-	
<b>Encours total</b>				
Créances stage 1	550	776	-	1 325
Créances stage 2	14	3	-	17
Créances stage 3	14	18	(8)	24
Dépôts de garantie	(1)	1	-	-
<b>Encours brut</b>	<b>577</b>	<b>798</b>	<b>(8)</b>	<b>1 366</b>
Dépréciations créances stage 1	(3)	1	(10)	(12)
Dépréciations créances stage 2	-	(2)	(1)	(3)
Dépréciations créances stage 3	(14)	10	(5)	(9)
<b>Dépréciations</b>	<b>(17)</b>	<b>9</b>	<b>(16)</b>	<b>(24)</b>
<b>Eléments intégrés au coût amorti</b>	<b>4</b>	<b>(69)</b>	<b>2</b>	<b>(62)</b>
<b>Encours net (cf. renvoi Note 6.2)</b>	<b>564</b>	<b>738</b>	<b>(22)</b>	<b>1 280</b>
Récupérations sur créances amorties			-	
<b>Total Coût du risque</b>			<b>(22)</b>	

En ce qui concerne les créances soumises à dépréciation, le coût du risque est majoré du montant des intérêts facturés, qui restent en intérêts sur opérations avec la clientèle.

(1) L'écart de conversion est dû à la différence entre le taux de clôture appliqué aux bilans des sociétés hors zone euro et les taux moyens mensuels appliqués mois par mois aux éléments de résultat de ces mêmes sociétés.

## 22.2 Evolution du coût du risque

(En millions d'euros)	Retail	Corporate réseaux	Corporate et assimilés	31.12.2024	31.12.2023
<b>Créances stage 1</b>					
Dotations pour dépréciations	(10)	-	-	(10)	(10)
Reprises de dépréciations	-	-	-	-	7
<b>Créances stage 2</b>					
Dotations pour dépréciations	(2)	-	-	(2)	-
Reprises de dépréciations	1	-	-	1	8
<b>Créances stage 3</b>					
Dotations pour dépréciations	(6)	-	-	(6)	(8)
Reprises de dépréciations	1	-	-	1	3
<b>Pertes sur créances irrécupérables</b>	<b>(8)</b>	-	-	<b>(8)</b>	<b>(5)</b>
<b>Récupérations sur créances amorties</b>	<b>2</b>	-	-	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>(22)</b>	-	-	<b>(22)</b>	<b>(3)</b>

## Note 23 Impôt sur les bénéfices

### 23.1 Evolution des postes de bilan

(En millions d'euros)	31.12.2023	Résultat	Capitaux propres	Règlements	Ecart de conversion et autres (1)	31.12.2024
<b>Impôts courants</b>						
Actif	2					15
Passif	(31)					(38)
<b>Total</b>	<b>(29)</b>	<b>(9)</b>		<b>15</b>		<b>(23)</b>
<b>Impôts différés</b>						
Actif	34					27
Passif	(3)					(6)
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>(7)</b>		-	<b>(3)</b>	<b>21</b>

(1) L'écart de conversion est dû à la différence entre le taux de clôture appliqué aux bilans des sociétés hors zone euro et les taux moyens mensuels appliqués mois par mois aux éléments de résultat de ces mêmes sociétés.

### 23.2 Charge d'impôts sur les résultats des sociétés intégrées

La charge de l'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de la période, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode comptable précisée dans le dernier paragraphe du chapitre A de la Note 2 Principes comptables du Rapport annuel 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le taux d'imposition auquel est soumis Stellantis Financial Services Europe est passé de 28,41 % à 25,83 %.

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
<b>Impôts courants</b>	<b>(9)</b>	<b>6</b>
<b>Impôts différés</b>	<b>(7)</b>	<b>1</b>
Impôts différés de l'exercice	(9)	1
Impôts différés sur actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	2	-
<b>Total</b>	<b>(16)</b>	<b>7</b>

### 23.3 Preuve d'impôt de Stellantis Financial Services Europe

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	31.12.2023
Résultat avant impôt	425	466
Neutralisation de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(325)	(401)
Différences permanentes	14	30
<b>Total imposable</b>	<b>114</b>	<b>95</b>
<i>Taux d'impôt légal applicable pour la période</i>	25,8 %	25,8 %
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(29)</b>	<b>(25)</b>
Effet des différences de taux à l'étranger	(4)	-
Régularisation au titre de l'exercice antérieur	1	-
Reprise de la dépréciation Créance crédit impôt italien s/dividendes	-	15
Remboursement d'impôt aux sociétés d'assurance	15	18
Autres	(1)	(1)
<b>Impôt sur les bénéfices avant pertes de valeur sur actifs sur déficits reportables</b>	<b>(18)</b>	<b>7</b>
Impôts différés actifs sur déficits reportables :		
- Dotation pour dépréciation	-	-
- Reprise de dépréciation	2	-
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(16)</b>	<b>7</b>
<i>Taux effectif d'impôt groupe</i>	3,9 %	0,0 %

### 23.4 Impôts différés actifs sur déficits reportables

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2023	Nouveaux déficits générés	Utilisations de déficits	Dotation / Reprise pour dépréciations	Impôts différés décomptabilisés	Ecart de conversion et autres	31.12.2024
Impôts différés actifs sur déficits reportables	21		(9)		-	-	12
Dépréciations	(2)			2		-	-
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>



## Note 24 Information sectorielle

Les informations sectorielles IFRS 8 sont présentées avant mise en équivalence des coentreprises en partenariat et après élimination des opérations réciproques.

### 24.1 Éléments de Bilan

Au 31 décembre 2024

	Bilan information sectorielle IFRS 8 au 31.12.2024	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Bilan consolidé au 31.12.2024
<i>(En millions d'euros)</i>			
<b>Actif</b>			
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	50 032	(48 752)	1 280
- <i>Corporate Réseau</i>	13 381	(13 381)	-
- <i>Client final</i>	36 651	(35 371)	1 280
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	155	(58)	97
Titres au coût amorti	240	(222)	18
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	1 697	(968)	729
Actifs d'impôts différés	171	(144)	27
Participations dans les entreprises mises en équivalence (1)	-	3 115	3 115
Autres postes de l'Actif	8 616	(7 152)	1 464
<b>Total de l'actif</b>	<b>60 911</b>	<b>(54 181)</b>	<b>6 730</b>
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	24 375	(23 627)	748
Dettes envers la clientèle	12 396	(12 292)	104
Dettes représentées par un titre	11 737	(11 408)	329
Contrats d'assurance émis – Passif	112	(27)	85
Passifs d'impôts différés	848	(842)	6
Autres postes du Passif	3 201	(2 870)	331
Capitaux propres	8 242	(3 115)	5 127
<b>Total du passif</b>	<b>60 911</b>	<b>(54 181)</b>	<b>6 730</b>
<i>(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.</i>			

Au 31 décembre 2023

	Bilan information sectorielle IFRS 8 au 31.12.2023	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Bilan consolidé au 31.12.2023
<i>(En millions d'euros)</i>			
<b>Actif</b>			
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	48 900	(48 336)	564
- <i>Corporate Réseau</i>	16 474	(16 468)	6
- <i>Client final</i>	32 426	(31 868)	558
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	202	(95)	107
Titres au coût amorti	296	(296)	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2 259	(1 466)	793
Actifs d'impôts différés	219	(185)	34
Participations dans les entreprises mises en équivalence (1)	-	3 080	3 080
Autres postes de l'Actif	6 700	(5 729)	971
<b>Total de l'actif</b>	<b>58 576</b>	<b>(53 027)</b>	<b>5 549</b>
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	28 486	(27 983)	503
Dettes envers la clientèle	8 163	(8 140)	23
Dettes représentées par un titre	9 585	(9 537)	48
Contrats d'assurance émis – Passif	102	(16)	86
Passifs d'impôts différés	817	(814)	3
Autres postes du Passif	3 641	(3 457)	184
Capitaux propres	7 782	(3 080)	4 702
<b>Total du passif</b>	<b>58 576</b>	<b>(53 027)</b>	<b>5 549</b>
<i>(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.</i>			

## 24.2 Eléments de Résultat

Au 31 décembre 2024

	Compte de résultat IFRS 8 hors PPA OVf au 31.12.2024	Impact PPA OVf au 31.12.2024	Compte de résultat IFRS 8 au 31.12.2024	Différences de présentation IFRS 8 / Résultat consolidé	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Compte de résultat consolidé au 31.12.2024
<i>(En millions d'euros)</i>						
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 878</b>	<b>(1)</b>	<b>1 877</b>	-	<b>(1 681)</b>	<b>196</b>
- <b>Activités de financement</b>	<b>1 513</b>	<b>(1)</b>	<b>1 512</b>	-	<b>(1 359)</b>	<b>153</b>
- Corporate Réseau	311	-	311	-	(311)	-
- Client final	950	-	950	-	(899)	51
- Eléments non répartis	252	(1)	251	-	(149)	102
- <b>Assurances et services</b>	<b>365</b>	-	<b>365</b>	-	<b>(322)</b>	<b>43</b>
<b>Coût du Risque</b>	<b>(156)</b>	-	<b>(156)</b>	-	<b>134</b>	<b>(22)</b>
- <b>Activités de financement</b>	<b>(156)</b>	-	<b>(156)</b>	-	<b>134</b>	<b>(22)</b>
- Corporate Réseau	2	-	2	-	(2)	-
- Client final	(158)	-	(158)	-	136	(22)
<b>Résultat après coût du risque</b>	<b>1 722</b>	<b>(1)</b>	<b>1 721</b>	-	<b>(1 547)</b>	<b>174</b>
- <b>Activités de financement</b>	<b>1 357</b>	<b>(1)</b>	<b>1 356</b>	-	<b>(1 225)</b>	<b>131</b>
- Corporate Réseau	313	-	313	-	(313)	-
- Client final	792	-	792	-	(763)	29
- Eléments non répartis	252	(1)	251	-	(149)	102
- <b>Assurances et services</b>	<b>365</b>	-	<b>365</b>	-	<b>(322)</b>	<b>43</b>
<b>Charges générales d'exploitation et assimilées</b>	<b>(661)</b>	-	<b>(661)</b>	-	<b>590</b>	<b>(71)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 061</b>	<b>(1)</b>	<b>1 060</b>	-	<b>(957)</b>	<b>103</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (1)	-	-	-	-	325	325
Autres éléments	(41)	-	(41)	-	38	(3)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 020</b>	<b>(1)</b>	<b>1 019</b>	-	<b>(594)</b>	<b>425</b>
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(285)</b>	-	<b>(285)</b>	-	<b>269</b>	<b>(16)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>735</b>	<b>(1)</b>	<b>734</b>	-	<b>(325)</b>	<b>409</b>

(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Au 31 décembre 2023

	Compte de résultat IFRS 8 hors PPA OVf au 31.12.2023	Impact PPA OVf au 31.12.2023	Compte de résultat IFRS 8 au 31.12.2023	Différences de présentation IFRS8 / Résultat consolidé	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Compte de résultat consolidé au 31.12.2023
<i>(En millions d'euros)</i>						
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 814</b>	<b>2</b>	<b>1 816</b>	-	<b>(1 726)</b>	<b>90</b>
- <b>Activités de financement</b>	<b>1 518</b>	<b>2</b>	<b>1 520</b>	-	<b>(1 439)</b>	<b>81</b>
- Corporate Réseau	256	-	256	-	(255)	1
- Client final	1 021	-	1 021	-	(1 009)	12
- Eléments non répartis	241	2	243	-	(175)	68
- <b>Assurances et services</b>	<b>296</b>	-	<b>296</b>	-	<b>(287)</b>	<b>9</b>
<b>Coût du Risque</b>	<b>(70)</b>	-	<b>(70)</b>	-	<b>67</b>	<b>(3)</b>
- <b>Activités de financement</b>	<b>(70)</b>	-	<b>(70)</b>	-	<b>67</b>	<b>(3)</b>
- Corporate Réseau	17	-	17	-	(17)	-
- Client final	(87)	-	(87)	-	84	(3)
<b>Résultat après coût du risque</b>	<b>1 744</b>	<b>2</b>	<b>1 746</b>	-	<b>(1 659)</b>	<b>87</b>
- <b>Activités de financement</b>	<b>1 448</b>	<b>2</b>	<b>1 450</b>	-	<b>(1 372)</b>	<b>78</b>
- Corporate Réseau	273	-	273	-	(272)	1
- Client final	934	-	934	-	(925)	9
- Eléments non répartis	241	2	243	-	(175)	68
- <b>Assurances et services</b>	<b>296</b>	-	<b>296</b>	-	<b>(287)</b>	<b>9</b>
<b>Charges générales d'exploitation et</b>	<b>(660)</b>	-	<b>(660)</b>	-	<b>607</b>	<b>(53)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 084</b>	<b>2</b>	<b>1 086</b>	-	<b>(1 052)</b>	<b>34</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (1)	1	-	1	-	400	401
Autres éléments	71	-	71	-	(40)	31
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 156</b>	<b>2</b>	<b>1 158</b>	-	<b>(692)</b>	<b>466</b>
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(285)</b>	-	<b>(285)</b>	-	<b>292</b>	<b>7</b>
<b>Résultat net</b>	<b>871</b>	<b>2</b>	<b>873</b>	-	<b>(400)</b>	<b>473</b>

(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

## Note 25 Informations relatives aux implantations

Ces informations sont données pour répondre à l'obligation déclarative décrite dans l'article L. 511-45 du code monétaire et financier.

### Note 25.1 Implantations par pays

Code ISO pays	Entité	Méthode de consolidation		Localisation	Nature de l'activité (code NACE)
		31.12.2024	Dec. 2023		
AR	PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.	MEE	MEE	Buenos Aires	K64
	Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U.	IG	IG	Buenos Aires	K65
AT	Stellantis Bank S.A., succursale en Autriche	-	MEE	Vienne	K64
BE	Stellantis Financial Services Belux	MEE	MEE	Bruxelles	K64
	FT Auto ABS Belgium Loans 2019 SA	MEE	MEE	Bruxelles	K64
BR	Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Fin. e Inv. S.A.	IG	FC	Sao Paulo	K64
	Stellantis Corretora de Seguros E Serviços LTDA	IG	FC	Sao Paulo	K65
CH	Opel Finance S.A.	-	MEE	Studen	K64
CN	Stellantis Leasing Services Co.,Ltd	IG	FC	Pékin	N77
	FT Auto ABS German Lease Master 2019	MEE	MEE	Luxembourg	K64
DE	Stellantis Bank S.A., succursale en Allemagne	MEE	MEE	Rüsselsheim	K64
	FT Auto ABS German VAC 2021	MEE	MEE	Francfort	K64
	FT Auto ABS German Lease Master 2021	MEE	MEE	Luxembourg	K64
	E-Carat DE SA 2024-1	MEE	-	Luxembourg	K64
DZ	BPF Algérie	IG	IG	Alger	K64
	Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A.	MEE	MEE	Madrid	K64
	FT Auto ABS Spanish Loans 2018	MEE	MEE	Madrid	K64
ES	FT Auto ABS Spanish Loans 2020-1	MEE	MEE	Madrid	K64
	Auto ABS Spanish Loans 2022-1	MEE	MEE	Madrid	K64
	Auto ABS Spanish Loans 2024-1	MEE	-	Madrid	K64
	Stellantis Financial Services Europe S.A.	IG	IG	Poissy	K64
	Crédipar	MEE	MEE	Poissy	K64
	CLV	MEE	MEE	Poissy	N77
	Banque Stellantis France	MEE	MEE	Poissy	K64
FR	FCT Auto ABS French Loans Master	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS DFP Master Compartment France 2013	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS French Leases Master	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS LT Leases Master	MEE	MEE	Paris	K64
	Stellantis Bank S.A	MEE	MEE	Poissy	K64
	FCT Auto ABS German Loans 2018	-	MEE	Paris	K64
	Ecarat 10 Germany	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS French Leases 2021 - Fonds G	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS French Leases 2023 - Fonds G	MEE	MEE	Paris	K64
	Auto ABS French Loans 2024	MEE	-	Paris	K64
	Stellantis Financial Services UK Limited	MEE	MEE	Redhill	K64
	Auto ABS UK Loans plc	MEE	MEE	Londres	K64
	FT Auto ABS UK Loans 2019 - Fonds 4	-	MEE	Londres	K64
	Public Auto Loans 2024	MEE	-	Londres	K64
GB	Vauxhall Finance plc	-	MEE	Cardiff	K64
	Ecarat 10 PLC	-	MEE	Londres	K64
	Ecarat 11 PLC	MEE	MEE	Londres	K64
	Ecarat 12 PLC	MEE	MEE	Londres	K64
	Stellantis Renting Italias S.P.A.	MEE	MEE	Milan	N77
	Stellantis Financial Services Italia S.P.A.	MEE	MEE	Milan	K64
	Auto ABS Italian 2018.1 S.r.l.	-	MEE	Conegliano	K64
IT	Auto ABS Italian Loans 2019	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Rainbow Loan 2020-1 S.r.l.	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Rainbow Loan S.r.l.	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans 2023-1 S.R.L	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans 2024-1 S.R.L	MEE	-	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans 2024-2 S.R.L	MEE	-	Conegliano	K64

	Stellantis Services Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K64
	Stellantis Insurance Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
MT	Stellantis Life Insurance Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	Stellantis Insurance Manager Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	Stellantis Insurance Europe Ltd	MEE	MEE	Ta' Xbiex	K65
	Stellantis Life Insurance Europe Ltd	MEE	MEE	Ta' Xbiex	K65
	PSA Finance Nederland B.V.	IG	IG	Amsterdam	K64
NL	PSA Financial Holding B.V.	IG	IG	Amsterdam	K64
	Stellantis Financial Services Nederland B.V.	MEE	MEE	Amsterdam	K64
PL	Stellantis Consumer Financial Services Polska sp. z o.o.	MEE	MEE	Varsovie	K64
	Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o.	MEE	MEE	Varsovie	K64
TR	BPF Pazarlama A.H.A.S.	IG	IG	Atasehir - Istanbul	K64

- Section K : Services financiers et assurances
- K64 - Services financiers, à l'exclusion des assurances et caisses de retraite
- K65 - Services d'assurance, de réassurance et de caisses de retraite, à l'exclusion de la sécurité sociale obligatoire
- Section N : Activités de services administratifs et de soutien
- N77 - Location et location-bail
- Section G : Commerce de voitures et véhicules automobiles
- G45 - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles

## Note 25.2 Eléments du compte de résultat et effectifs par pays

Au 31 décembre 2024

(En millions d'euros)				Eléments du compte de résultat				
				Résultat avant impôt				
				Total	dont quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Code ISO pays	Subventions publiques reçues	Chiffre d'affaires (1)	Produit net bancaire			Impôt courant	Impôt différé	Effectifs (2)
AR	-	7	18	17	7	(5)	(3)	7
AT	-			5	5			
BE	-			5	5			
BR	-	186	82	34	-	(12)	3	308
CH	-			(1)	(1)			
CN	-	20	10	3	-	(1)		45
DE	-			45	45			
DZ	-	-	-	-		-	-	-
ES	-			15	15			
FR	-	64	61	186	139	(15)	-	-
GB	-			41	41			
IT	-			39	39			
MT	-	12	12	13	24	25	(7)	75
NL	-	6	6	13	7	-	-	-
PL	-			5	5			
TR	-	7	7	5		(1)		8
Total		302	196	425	325	(9)	(7)	443

(1) Conformément à l'instruction donnée par l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution, le chiffre d'affaires communiqué correspond à l'intégralité des produits d'exploitation bancaires.

(2) Il s'agit de l'effectif en équivalent temps plein directement salarié des différentes filiales et succursales de Stellantis Financial Services Europe consolidées par intégration globale au 31 décembre 2024.

Les éléments du compte de résultat sont présentés avant élimination des opérations réciproques.

Les éléments " Chiffre d'affaires ", " Produit net bancaire ", " Impôt courant " et " Impôt différé " ne concernent que les entités consolidées par intégration globale.

## Note 26 Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Deloitte		Mazars		Ernst & Young		Others	
	31.12.2 024	31.12.2 023	31.12.2 024	31.12.2 023	31.12.2 024	31.12.2 023	31.12.2 024	31.12.2 023
<i>(En millions d'euros)</i>								
<b>Audit</b>								
- Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels								
- Emetteur	0,2	-	0,2	0,2	-	0,2	-	-
- Filiales intégrées globalement	0,3	-	-	-	-	0,2	-	0,2
- dont France	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres prestations rendues aux filiales intégrées globalement</b>								
- Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	0,2	-
<b>Total</b>	<b>0,5</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>

## Note 27 Événements postérieurs à la clôture

Entre le 31 décembre 2024 et le 21 février 2025, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration de SFS, aucun autre événement, susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers, n'est survenu.

## Rapport de gestion

Les rapports de gestion sur les comptes sociaux et consolidés sont tenu à la disposition du public au siège social de STELLANTIS FINANCIAL SERVICES EUROPE 43 Rue Jean-Pierre Timbaud, 78300 POISSY.